

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 2

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE



Québec

AVRIL 2016

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
1	<p>Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2015-2016, indiquer :</p> <p>a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;</p> <p>b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;</p> <p>c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.</p>	8	-
2	<p>Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer :</p> <p>a) le lieu ;</p> <p>b) le coût ;</p> <p>c) la ou les dates de participation ;</p> <p>d) le nombre de participants ;</p> <p>e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;</p> <p>f) le nom de la formation ou de l'activité.</p>	16	-
3	<p>Sommes dépensées en 2015-2016 (et prévisions pour 2016-2017) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).</p>	1	-
4	<p>Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2015-2016, en indiquant pour chacun :</p> <p>a) son mandat ;</p> <p>b) la liste des membres ;</p> <p>c) le budget dépensé ;</p> <p>d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;</p> <p>e) les résultats atteints.</p>	4	-
5	<p>Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2015-2016 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.</p>	11 et 12	-
6	<p>Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2015-2016. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.</p> <p>Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.</p>	13	-
7	<p>Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2015-2016, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.</p>	14	-

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
8	Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2015-2016 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.	-	1
9	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	-	2
10	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2015-2016.	-	14
11	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.	-	18
12	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017 : • le nom de toutes les campagnes; • les coûts de ces campagnes; • le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; • les dates de diffusion de la campagne; • les objectifs visés par chaque campagne.	-	21
13	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2015-2016 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.	22	-
14	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016: a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes; d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.	-	22

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
15	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).	-	28
16	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2010-2011 à 2015-2016, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2016-2017.	-	29
17	Le nombre d'effectifs affectés à la patrouille de la cybercriminalité, leur rémunération, ainsi que le coût du module de cybercrime de la Sûreté du Québec (SQ) pour 2014-2015 et 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017. Préciser le poste de chacun des effectifs et sa provenance.	44 et SQ	-
18	Le total et le détail des sommes dépensées pour la lutte aux gangs de rues pour 2014-2015 et 2015-2016 et au cours des trois années financières précédentes, ventilé par région et par corps de police. Prévisions pour 2016-2017.	SQ	-
19	Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour les périodes 2014-2015 et 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.	-	32
20	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition en 2014-2015 et 2015-2016.	82	-
21	Le nombre de pistolets Taser ventilé par corps policier (y compris les corps policiers autochtones) et par région pour 2014-2015 et 2015-2016.	83 et 85	-
22	Le nombre d'interventions avec un pistolet Taser ventilé par corps policier (y compris les corps policiers autochtones) et par région pour 2014-2015 et 2015-2016.	84 et 86	-
23	Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour 2014-2015 et 2015-2016.	81	-
24	Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande pour 2014-2015 et 2015-2016.	87	-
25	La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2014-2015 et 2015-2016.	-	33
26	Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année depuis 2006 : a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police; b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ; c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.	-	34
27	Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir : a) description des actions posées, pour chaque phase ; b) les coûts engendrés, pour chaque phase ; c) le nombre d'appels et de dénonciations reçus sur la ligne d'aide téléphonique sans frais.	-	36

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
28	Concernant l'unité permanente anticorruption : a) ventilation détaillée des effectifs par poste, selon l'organisme dont ils proviennent; b) Le budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2015-2016; c) le détail des coûts engendrés par ses activités ; d) le nombre de procureurs dédiés exclusivement à ses dossiers; e) le nombre de dossiers actifs faisant l'objet d'une enquête; f) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées; g) Nombre de personnes affectées à l'unité, par poste (équivalent ETC); h) La liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC; i) Le bilan des activités de l'UPAC.	19	-
29	Copie des études, scénarios et /ou analyse réalisés depuis le 31 mars 2012 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.	2	-
30	Sommes dépensées en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2015 (prévisions pour 2016-2017) par le ministère (et tout organisme sous sa responsabilité) pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.	20	-
31	Pour chaque année, depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendants du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.)	-	37
32	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2006, et prévisions pour 2016-2017.	90	-
33	Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.	89	-
34	Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution et la prostitution juvénile.	-	38
35	Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la corruption et la collusion.	-	39
36	Budget du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale depuis 2004-2005, par année.	133	-
37	État d'avancement de la mise sur pied du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) institué par le projet de loi n°12 en mai 2013.	-	41
38	Effectifs du Bureau des enquêtes indépendantes en 2015-2016 et ceux prévus pour 2016-2017.	138 et 139	-
39	Dépenses autorisées pour le Bureau des enquêtes indépendantes en 2015-2016 et celles prévues pour 2016-2017 (salaires et fonctionnement).	136 et 137	-
40	Dépenses autorisées en 2014-2015 et 2015-2016 en lien avec le registre des armes à feu. Fournir également toute évaluation réalisée par le ministère concernant les coûts d'un registre.	-	42
41	Dépenses autorisées en 2014-2014 et 2015-2016 en lien avec le projet Sentinelle et un état de situation du projet.	20	-
42	Le nombre d'effectifs (ETC) attribué à la gestion du Fonds vert au sein du Ministère en 2015-2016, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.	-	43

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
43	Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides financières par le Ministère par l'entremise du Fonds vert en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, ventilés par programmes inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.	-	44
44	<p>La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert, en 2014-2015 et 2015-2016 avec mention :</p> <p>a) de la description du projet ; b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire; c) du programme concerné, le cas échéant ; d) du montant déboursé ; e) de la date du déboursement ; f) de l'objectif poursuivi en termes de réduction des GES.</p> <p>Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le Ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives. Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en termes de réduction des GES.</p>	-	45
45	<p>Concernant la gestion du Fonds vert par le Ministère, fournir pour 2015-2016 :</p> <p>a) Le cadre de gestion utilisé; b) La grille d'évaluation des projets; c) Les objectifs poursuivis.</p>	-	48
46	Toute étude ou analyse démontrant que la réduction du taux d'encadrement que causera l'abolition de 150 postes d'officiers (par attrition) en 2015-2016 n'affectera pas la qualité des services rendus par la Sûreté du Québec ni sa capacité à pleinement remplir sa mission.	SQ	-
47	Toute étude ou analyse en vue de la refonte des 10 districts administratifs actuels.	SQ	-
48	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 décembre 2015, répartis par district et par quart de travail. Préciser le nombre d'effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.	SQ	-
49	La répartition par catégories (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2016.	36 et SQ	-
50	La liste des dirigeants de la Sûreté du Québec, leur rémunération respective pour la période 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les augmentations et bonis prévus.	SQ	-
51	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2016.	37 et SQ	-
52	Le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières répartis par districts et par quart de travail pour 2014-2015 et 2015-2016. Comparer avec les effectifs des trois années financières précédentes. Prévisions pour 2016-2017.	SQ	-
53	La liste et le détail des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu en 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2014-2015. Prévisions pour 2016-2017.	33 et SQ	-

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
54	Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 mars 2015.	SQ	-
55	L'investissement pour la période 2014-2015 et 2015-2016 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour 2016-2017.	SQ	-
56	Les investissements pour 2014-2015 et 2015-2016 en équipements spécialisés, par catégorie et par district. Prévisions pour 2016-2017.	34 et SQ	-
57	Liste des MRC et municipalités desservies par la SQ et les montants facturés à chacune d'elles pour 2014-2015 et 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.	78	-
58	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction provinciaux/municipaux, vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) en 2014-2015 et 2015-2016.	38 et SQ	-
59	Le nombre et la nature des constats d'infraction émis par les policiers de la SQ en 2014-2015 et 2015-2016: a) sur les routes entretenues par le ministère des Transports ; b) sur les routes entretenues par une municipalité. Ventiler également par une distinction entre les constats d' infraction émis sur le réseau autoroutier et en dehors du réseau autoroutier.	38 et SQ	-
60	Au 31 mars 2016, ventilation par poste des effectifs des huit Escouades régionales mixtes de lutte au crime organisé et des Escouades spéciales d'enquête ainsi que le budget annuel accordé.	SQ	-
61	Toute étude et analyse en vue de la réduction du le nombre d'escouades régionales mixtes de lutte au crime organisé en 2016-2017.	SQ	-
62	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire en 2015-2016 et 2016-2017.	40 et SQ	-
63	La répartition par poste des nouveaux officiers et agents de la SQ embauchés en 2015-2016 avec leur profil de formation. Comparer et ventiler avec les trois années financières précédentes. Prévisions pour 2016-2017.	SQ	-
64	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs en 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les augmentations prévues.	42 et SQ	-
65	Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2014-2015 et 2015-2016.	77	-
66	Le délai moyen des traitements de plaintes pour agression sexuelle en 2015-2016.	45 et SQ	-
67	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2014-2015 et 2015-2016.	46 et SQ	-
68	Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2014-2015 et 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017.	78	-
69	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total à la SQ en 2014-2015 et 2015-2016.	SQ	-
70	Effectifs policiers affectés à des tâches dites « municipales » dans des municipalités ayant plus de 50 000 habitants. (Drummondville, Shawinigan , etc.)	41 et SQ	-
71	Ensemble des modalités de redéploiement des effectifs de la Sûreté du Québec qui sera entamé.	SQ	-
72	Nombre, lieux et coût des opérations routières menées contre l'alcool au volant et nombre d'arrestations liées à ces opérations pour 2014-2015 et 2015-2016.	SQ	-

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
73	Mise à jour du rapport sur les vols de métaux au Québec : état de situation en 2011 et application tactique, ou toute note ou analyse illustrant un état de situation plus à jour.	SQ	-
74	<p>Concernant l'investissement de 6,1 M\$ annoncé le 4 novembre 2015 sur les mesures en vue d'améliorer les conditions de vie des femmes autochtones, fournir les informations suivantes :</p> <p>a) l'enveloppe totale fournie par le MSP sur ce montant;</p> <p>b) la liste des programmes à partir desquels ces sommes ont été dépensées avec le montant pour lequel chacun est responsable;</p> <p>c) les projets auxquels cette enveloppe est assignée;</p> <p>d) l'échéance fixée pour chaque projet;</p> <p>e) l'état d'avancement des travaux pour chaque projet;</p> <p>f) les résultats détaillés pour chaque projet, s'il y a lieu.</p>	-	49
75	La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.	-	50
76	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2016, répartis par corps de police municipal.	-	61
77	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	75	-
78	La liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec. Fournir également la copie de toute étude concernant le déséquilibre fiscal existant entre les municipalités ayant leur propre corps de police et celles desservies par la Sûreté du Québec.	79	-
79	État d'avancement détaillé de la mise en oeuvre de chacune des recommandations contenues dans le rapport d'enquête administrative concernant l'évasion par hélicoptère de l'établissement de détention de Québec le 7 juin 2014.	72	-
80	Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour 2014-2015 et 2015-2016.	68	-
81	La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour 2014-2015 et 2015-2016.	50 (et 63)	-
82	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2015.	57	-
83	La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2015.	-	63
84	La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	58	-
85	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention pour 2014-2015 et 2015-2016.	59	-
86	Les effectifs (par catégorie d'emplois et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par centre de détention pour 2014-2015 et 2015-2016.	68	-
87	Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par centre de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour 2014-2015 et 2015-2016.	64	-
88	Répartition de la durée totale et de la durée moyenne des octrois d'absences temporaires par centre de détention pour 2014-2015 et 2015-2016.	65	-

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
89	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention pour la 2014-2015 et 2015-2016.	66	-
90	Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour 2014-2015 et 2015-2016.	67	-
91	Nombre d'agents de surveillance affectés aux suivis en milieu ouvert et à toute autre surveillance de personnes contrevenantes en période de probation, ventilé selon le type de surveillance et par région, pour 2014-2015 et 2015-2016.	69 et 70	-
92	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en collectivité (milieu ouvert) selon le type de surveillance pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 par région administrative.	69 et 70	-
93	Nombre d'agents de probation en fonction, ventilé selon le type d'activité ou de fonction et par région, pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.	-	64
94	Nombre de dossiers concernant les criminels évadés ou en liberté illégale. Fournir le nombre et le pourcentage de ces dossiers et/ou criminels résolus pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.	62	-
95	Nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis 2006-2007, ventilé par année et par établissement de détention (distinguer détenus et prévenus). Préciser le délai moyen (jours) entre la sortie et le retour en détention.	60	-
96	Le nombre de détenus et de prévenus évadés d'un établissement de détention en 2014-2015 et 2015-2016 (distinguer détenus et prévenus). Préciser le délai moyen (jours) entre l'évasion et le retour en détention.	61	-
97	Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2014-2015 et 2015-2016.	64	-
98	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortir par établissement de détention pour les périodes 2014-2015 et 2015-2016.	65	-
99	Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours des exercices 2014-2015 et 2015-2016, respectivement. Fournir l'échéancier complet pour chaque projet (qu'il s'agisse de rénovation ou de nouvelle construction).	80	-
100	Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.	-	65
101	Les rapports annuels (états financiers) du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale institué en vertu de la Loi sur les services correctionnels, pour les années 2004-2005 à 2015-2016. Justifier les différentes charges relatives à la gestion du Fonds (honoraires professionnels, déplacements, etc.).	-	68
102	Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.	-	69
103	Les résultats et rapports relatifs au projet-pilote mettant en oeuvre de nouvelles modalités d'évaluation de la réinsertion sociale des détenus en janvier 2013, visant à permettre de diminuer le temps de production des évaluations et ainsi d'augmenter le nombre d'évaluations produites, tout en s'assurant de leur qualité.	-	70

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
104	Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.	-	71
105	Pour 2014-2015 et 2015-2016, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST suite à une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.	-	72
106	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.	-	73
107	Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les centres de détention pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Ventilation par centre de détention.	-	74
108	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention et les palais de Justice (pour comparution) pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Ventilation par centre de détention.	-	75
109	Le nombre et le coût des installations modulaires (temporaires ou permanentes) et des roulottes dans les prisons pour 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017. Ventiler par centre de détention.	71	-
110	Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Ventilé par centre de détention.	-	76
111	Échéancier complet et actualisé et coûts totaux et par unité (cellule) relativement à la construction des établissements de détention de Sorel, de Roberval, d'Amos et de Sept-Îles. État d'avancement de chacun des projets.	80	-
112	Efforts déployés pour maximiser le nombre de personnes contrevenantes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits.	-	78
113	Nombre total de personnes ayant fréquenté le centre Kapatak an Gilles Jourdain en 2014-2015 et en 2015-2016.	-	79
114	Pour les années 2012 à aujourd'hui, les diètes religieuses accordées aux détenus; le nombre de repas, leur coût unitaire et le coût total pour les repas casher et les repas halal.	-	80
115	Nombre d'incidents impliquant des drones répertoriés 2014-2015 et 2015-2016 par établissements de détention.	-	81
116	Nombre de détenus ayant bénéficié de traitements de zoothérapie dans chacun des établissements de détention, pour chaque année depuis l'instauration de ce traitement et la durée de chacun des traitements offerts par détenu	-	82
117	Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.	-	83
118	État d'avancement de la mise en oeuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024. Indiquer le budget et l'effectif prévus pour sa mise en oeuvre pour 2016-2017.	94	-
119	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué en 2013-2014 et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016.	92	-
120	État de situation sur la stratégie du ministère au regard de l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2014-2015 et 2015-2016.	15	-

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
121	Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.	-	91
122	Détaille de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.	-	94
123	Échéancier et copie de la refonte (et des modifications) de la loi sur la sécurité civile.	-	95
124	Description des postes des employés des directions et bureaux régionaux de la sécurité civile.	-	96
125	Liste des règlements découlant de la Loi sur la sécurité civile.	-	97
126	Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2015-2016.	117	-
127	La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	119	-
128	La liste des conditions et des tests requis pour être admissible à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.	120	-
129	La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police à la demande du Conseil du trésor pour 2014-2015 et 2015-2016 Prévisions pour 2016-2017.	-	98
130	Les effectifs du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2014-2015 et 2015-2016.	102	-
131	La liste des dirigeants du Commissaire à la déontologie policière, leur rémunération respective pour 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les augmentations et bonis versés et/ou prévus.	103	-
132	La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour 2014-2015 et 2015-2016 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier.	104	-
133	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour 2014-2015 et 2015-2016, ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	105	-
134	Liste des motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif en 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.	106	-
135	Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emplois, ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2014-2015 et 2015-2016.	107	-
136	La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les augmentations et bonis prévus.	108	-
137	Le nombre de dossiers reçus pour 2014-2015 et 2015-2016, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux).	109	-
138	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2015, par catégorie et par origine.	110	-
139	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier pour les années 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.	111	-
140	État de la mise en oeuvre des modifications législatives à la Loi sur la police, dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.	-	100

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
141	Pour 2014-2015 et 2015-2016, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.	-	101
142	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2015-2016, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.	95	-
143	Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2014-2015 et 2015-2016.	96	-
144	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour 2015-2016 et 2015-2016 ainsi que les augmentations prévues et les bonis et primes reçues au cours d'une même période.	97	-
145	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	98	-
146	La liste des enquêtes terminées en 2014-2015 et 2015-2016 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur responsable du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).	99	-
147	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2015 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur responsable du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	100	-
148	Copie des directives envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour 2014-2015 et 2015-2016.	101	-
149	Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.	-	102
150	État d'avancement des recommandations formulées par le Protecteur du citoyen, notamment en ce qui concerne les délais d'investigation.	-	104
151	Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2014-2015, et prévisions pour 2016-2017.	112	-
152	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour 2014-2015 et 2015-2016, incluant leur Curriculum Vitae, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat, ainsi que les augmentations et bonis prévus.	113	-
153	La répartition des décisions prises par la Commission pour 2014-2015 et 2015-2016 (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libérations conditionnelles et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audiences, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	114	-
154	La répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la Commission pour 2014-2015 et 2015-2016.	115	-
155	Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers des détenus.	116	-
156	Mesures mises en oeuvre par la CQLC pour maximiser le nombre de personnes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits.	-	105
157	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour 2014-2015 et 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.	131	-
158	Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2014-2015 et 2015-2016.	122	-

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
159	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	123	-
160	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps policiers mandatés, pour chaque secteur d'activités pour 2014-2015 et 2015-2016.	124	-
161	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués pour 2014-2015 et 2015-2016, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	125	-
162	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour 2014-2015 et 2015-2016, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	126	-
163	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour 2014-2015 et 2015-2016.	127	-
164	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour 2014-2015 et 2015-2016.	129	-
165	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activités pour 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que le résultat de la décision.	130	-
166	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes en 2014-2015 et 2015-2016.	128	-
167	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs en 2014-2015 et 2015-2016.	132	-
168	Depuis 2006, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilé par sport.	-	106
169	Les revenus découlant du nouveau Règlement sur les systèmes de loteries et aux Règles sur les systèmes de loteries entreront en vigueur pour autoriser la mise sur pied et l'exploitation des tirages moitié-moitié sous l'égide d'une licence délivrée par la Régie des alcools, des courses et des jeux.	-	107
170	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2014-2015 et 2015-2016, par région.	-	108
171	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2014-2015 et 2015-2016.	135	-
172	Nombre de permis d'agence de sécurité délivrés en 2014-2015 et 2015-2016.	134	-
173	Pour chaque corps de police autochtone reconnu par le gouvernement du Québec, indiquer les montants transmis par année financière pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Inclure également les prévisions pour 2016-2017.	75	-
174	Pour chaque corps de police non autochtone du Québec, pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, indiquer les coûts et le nombre d'interventions conduites en territoire autochtone. Séparer ces données entre les interventions ayant eu lieu sur des territoires couverts par des corps de police autochtone de celles ayant eu lieu hors de ces territoires.	-	109
175	Fournir la planification des sommes assignées à la transition vers la SQ des tâches et responsabilités du corps de police de Mashteuiatsh pour 2016-2017 dans le contexte de l'abolition du service de police de la réserve prévue pour le 31 mars 2016.	-	110
176	Concernant le rapport du Protecteur du citoyen sur les conditions de détention du Nunavik publié le 18 février 2016, fournir les budgets et les ETC prévus en 2016-2017 pour mettre en oeuvre les recommandations. Fournir également tout plan d'action et échéancier prévu par le ministère ou le gouvernement.	-	111

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 8 : Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2015-2016 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Avis juridiques internes d'un ministère

La *Loi sur le ministère de la Justice* prévoit que le ministre de la Justice est le juriconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre juriconsulte du Conseil exécutif du Québec. C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Les avis juridiques demandés par un ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Dans le cas des ministères, le droit au secret professionnel appartient au gouvernement qui seul peut y renoncer. Le ministère ou ministre, qui a demandé un avis juridique, ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Selon la pratique traditionnelle établie, c'est le ministre de la Justice qui gère cette situation pour assurer la cohérence des dossiers juridiques et qui prend la décision de rendre accessibles les renseignements protégés, en concertation avec les ministères concernés.

Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

De plus, les ministres sont invités à être prudents quant à l'existence même des avis juridiques puisque l'article 214 du *Règlement de l'Assemblée nationale* prévoit que lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement. Le ministre doit s'exécuter, sauf s'il juge que cela serait contraire à l'intérêt public.

Pour ces raisons, le ministère ou le cabinet ne peut donner suite à la demande de communiquer les informations requises sur les avis juridiques internes commandés en 2015-2016 dans le cadre de l'Étude des crédits.

Avis juridiques internes d'un organisme

Les avis juridiques produits par les organismes sont pareillement protégés par le secret professionnel et seul l'organisme/client peut renoncer à leur divulgation.

Avis juridiques externes

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu entre un avocat ou un notaire de la pratique privée et un ministère ou un organisme sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS
Traduction - Lettre	Composition Ste-Foy (CSF inc.)	62
Traduction - Lettre	Composition Ste-Foy (CSF inc.)	50
Traduction - Lettres	Edgar inc.	145
Traduction - Lettres	Edgar inc.	70
Traduction - Lettres	Edgar inc.	280
Traduction - Lettres	Edgar inc.	290
Mise à jour - site Web	Anglocom inc.	303
Traduction - Communiqué aux directeurs de police	Anglocom inc.	88
Traduction - Communiqués de presse	Anglocom inc.	101
Traduction - Fichier	Anglocom inc.	161
Traduction - Résultats de santé (pour un détenu)	Anglocom inc.	60

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS
Traduction - Extrait d'un projet de loi	Anglocom inc.	60
Traduction - Communiqué aux directeurs de police	Anglocom inc.	60
Traduction - Communiqué aux directeurs de police	Anglocom inc.	60
Traduction - Communiqué aux directeurs de police	Anglocom inc.	61
Traduction - Communiqué aux directeurs de police	Anglocom inc.	95
Traduction - Communiqué aux directeurs de police	Anglocom inc.	60
Traduction - Communiqué aux directeurs de police	Anglocom inc.	126
Traduction - Communiqué aux directeurs de police	Anglocom inc.	78
Traduction - Communiqué aux directeurs de police	Anglocom inc.	60
Traduction - Lettre	Anglocom inc.	71
Traduction - Communiqué aux directeurs de police	Anglocom inc.	165

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS
Traduction - Communiqué de presse	Anglocom inc.	108
Traduction - Communiqué aux directeurs de police	Anglocom inc.	68
Traduction - Documents variés	Anglocom inc.	651
Traduction - Communiqué aux directeurs de police	Anglocom inc.	60
Traduction - Pratique policière (introduction)	Anglocom inc.	74
Traduction - Infolettre	Anglocom inc.	95
Traduction - Formulaire pour les personnes contrevenantes	Anglocom inc.	165
Traduction - Communiqué aux directeurs de police	Anglocom inc.	87
Traduction - Communiqué aux directeurs de police	Anglocom inc.	77
Traduction - Procédure du correctionnel	Anglocom inc.	105
Traduction - Lettre	Anglocom inc.	102

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS
Traduction - Bulletins <i>Le feu follet</i> et <i>Le feu follet junior</i>	Anglocom inc.	439
Traduction - Formulaire pour les personnes contrevenantes	Anglocom inc.	68
Traduction - Note aux directeurs de police	Anglocom inc.	342
Traduction - Note aux directeurs de police	Anglocom inc.	81
Traduction simultanée lors du Colloque des directeurs de police autochtone du Québec 2015	Innutelecom	5 576
Traduction - Communiqué et note aux directeurs de police	Les Productions Trois-Points Limitée	1 489
Traduction - Documents divers	Les Productions Trois-Points Limitée	252
Traduction - Communiqué aux directeurs de police	Les Productions Trois-Points Limitée	258
Traduction - Communiqué aux directeurs de police	Les Productions Trois-Points Limitée	708
Traduction - Note aux directeurs de police et formulaire	Les Productions Trois-Points Limitée	791

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE · 01.03

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction d'un rapport pour un client privé	Traduction Guy Demers inc.	197

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction d'un message -Québec En Alerte	Edgar inc.	78

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction - Règles et règlements	CSPQ - Publications du Québec	1 381

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Formulaires : Avis de remise, accroissement des conditions, avis d'annulation de la prise d'effet d'une décision et conditions de la Commission	Traduction Amérique	152
Décisions rendues lors des séances	Traduction Amérique	3 097

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Services d'interprétariat, dossier #171740	Banque régionale d'interprètes	300
Traduction français/anglais de 47 rapports d'investigation et d'enquête et de 2 documents: « l'investigation et l'enquête du coroner » et « désistement de réclamation de la dépouille »	Centre de services partagés du Québec	11 968

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction - Décisions	Traduction Amériques	4 229
Traduction - Lettres	Traduction Amériques	47
Traduction - Demandes d'accès à l'information	Traduction Amériques	100

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Décision du Comité de déontologie policière	Williamson, Karen P.	1 095

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS/CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Résumé de conférence (colloque 2016)	Edgar inc.	65
Présentation à la Police de Toronto	Edgar inc.	490
Interprétation pour un employé du Service de la vérification - Rencontre d'équipe	Service d'Interprétation Visuelle et Tactile du Montréal-Métropolitain	756

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 10 : Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2015-2016.

ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE
Granby, 77, rue Principale	Location d'un nouveau local
Kuujuuaq	Location de logements
Matane, 382, avenue Saint-Jérôme	Location d'un nouveau local
Montréal, 1701, rue Parthenais	Travaux de mise aux normes
Montréal, 1701, rue Parthenais	Travaux mineurs
Montréal, 1, rue Notre-Dame Est	Travaux de mises aux normes
Montréal, 800, boulevard Gouin Ouest	Travaux mineurs
Roberval, 750, boulevard Saint-Joseph	Travaux mineurs
Roberval, 555, boulevard Horace-J.-Beemer	Travaux mineurs
Saint-Jérôme, 2, boulevard de la Salette	Agrandissement des locaux
Sherbrooke, 1075, boulevard Talbot	Travaux de mises aux normes (2 demandes)
Trois-Rivières, 7600, boulevard Parent Nord	Travaux de mise aux normes
Val-d'Or, 400, boulevard Lamaque	Agrandissement des locaux

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES– 03.02

QUESTION 10 : Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2015-2016.

ADRESSES	NATURE DE LA DEMANDE
300, boul. Jean-Lesage, Québec (Québec) G1K 8K6 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6	Signalisation de locaux
300, boul. Jean-Lesage, Québec (Québec) G1K 8K6 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6	Lettrage pour plaquettes d'identification

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 10 : Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2015-2016.

ADRESSES	NATURE DE LA DEMANDE
1685, boul. Wilfrid-Hamel, Québec (Québec) G1N 3Y7 (morgue de Québec)	Installation caméras et cartes d'accès
1685, boul. Wilfrid-Hamel, Québec (Québec) G1N 3Y7 (morgue de Québec)	Installation de 2 UPS à la morgue
1685, boul. Wilfrid-Hamel, Québec (Québec) G1N 3Y7 (morgue de Québec)	Installation d'un fer angle en U pour réparer la barre de métal de la porte en toile de l'abri Tempo de la morgue
1685, boul. Wilfrid-Hamel, Québec (Québec) G1N 3Y7 (morgue de Québec)	Remplacement du compresseur du congélateur

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 10 : Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2015-2016.

ADRESSES	NATURE DE LA DEMANDE
2535 boulevard Laurier, bur 1.06 (Québec) G1V 4M3	Relocalisation des bureaux qui étaient situés au 1200 rue de l'Église
454 Place Jacques Cartier, 5 ^e étage (Montréal) H2Y 3B3	Mandat de renégociation du bail d'occupation

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINSITÈRE

QUESTION 11 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :
a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
d) la liste des concours qui ont pris fin.

a) Tirage pour la campagne Entraide 2015

b) Prix de présence :

Boutique Le Relais des pins, Île d'Orléans (produits de l'érable) – un chèque-cadeau – 30 \$;
Croisière AML – deux laissez-passer pour une croisière urbaine, départ de Québec ou de Montréal – 136 \$;
Diffusion culturelle de Lévis – une paire de billets pour le spectacle de la chanteuse Jazz Jill Barber du 23 octobre 2015 – 80 \$;
Infinima spa – un chèque-cadeau applicable à l'achat d'un massage ou d'un soin du visage – 50 \$;
Le Capitole de Québec – une paire de billets du spectacle de Marc Dupré pour la représentation du 3 décembre 2015 – 115 \$;
Le Moulin du Saint-Laurent – un chèque-cadeau valide pour la Table d'hôte du soir ou le Traiteur – 75 \$;
Méga Parc des Galeries de la Capitale – quatre laissez-passer de 30 points – valeur inconnue;
Deux moitié-moitié (octobre – 433 \$ et septembre 436 \$);
Musée de la civilisation – deux laissez-passer – valeur inconnue;
Musée Grévin – deux paires de billets – 91 \$;
Théâtre Beaumont Saint-Michel – un chèque-cadeau pour le théâtre d'été 2016 – 91 \$;
Zoo de Granby – deux laissez-passer adultes valides pour une journée pour la saison 2016 – 74 \$;

c) Favoriser la participation du personnel du ministère lors de l'activité de lancement qui a donné le coup d'envoi de la campagne Entraide 2015.

d) S/O

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 11 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :
a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
d) la liste des concours qui ont pris fin.

- a) Prix du ministre dans le cadre du Congrès biennale de la Société de criminologie du Québec
- b) Bourse de 2 000 \$
- c) Vise à reconnaître la contribution du domaine de la recherche scientifique à l'amélioration des connaissances et des pratiques en matière de sécurité publique.
- d) S/O

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 11 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :
a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
d) la liste des concours qui ont pris fin.

a) Concours « Pompiers en action »

b) Le concours « Pompiers en action » consiste, pour les participants, à soumettre une ou plusieurs photos de pompiers en action. Le prix dont bénéficient les gagnants du concours est de voir leur(s) photo(s) publiée(s) dans l'édition annuelle du rapport « La Sécurité incendie au Québec et Statistiques sur les incendies déclarés ». Les gagnants voient la qualité de leur travail reconnue dans une publication gouvernementale et les pompiers, sujets des clichés soumis, obtiennent la reconnaissance ministérielle accordée à leur travail.

c) Les photos transmises au ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Concours « Pompiers en action » contribuent à produire une publication statistique attrayante. Elle se démarque par son esthétisme, confirmé par l'appréciation exprimée par les principaux intervenants. Grâce aux participants du concours, le ministère peut présenter des images d'interventions réelles illustrant toute la complexité des tâches accomplies par les pompiers et ce, à coût nul.

d) S/O

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017 :

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
- les dates de diffusion de la campagne;

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
<p>Semaine de la sécurité civile 2015 Du 3 au 9 mai 2015</p> <p>Objectif général : Amener le citoyen à prendre conscience des risques présents dans son environnement et des mesures à prendre pour s'en protéger.</p>	Placement média : Facebook CSPQ (La Presse+, La Presse, Le Soleil, Le Nouvelliste, Le Quotidien, La Tribune, La Voix de l'Est, Le Droit) Léger (sondage post-campagne) NumériOca	16 148
<p>Semaine de la prévention des incendies 2015 Du 4 au 10 octobre 2015</p> <p>Objectif général : Sensibiliser la population, et plus particulièrement les familles québécoises, à l'importance de développer de bons comportements en vue de prévenir les incendies et d'être en mesure de réagir adéquatement advenant un tel sinistre.</p>	Facebook Impressions de Beauce Impression Rive-Sud Solisco Imprimerie provinciale Héon et Nadeau Imprimerie Deschamps Impression	30 923
<p>Semaine de la prévention de la criminalité 2015 - Ensemble agissons Du 1^{er} au 7 novembre 2015</p> <p>Objectif général : Sensibiliser la population aux enjeux de sécurité et à l'importance de contribuer à prévenir la criminalité.</p>	Travaux entièrement faits à l'interne	-
<p>Semaine de la police 2015 - Pour une communauté en sécurité Du 10 au 16 mai 2015</p> <p>Objectif général : Sensibiliser les citoyens aux enjeux qui les préoccupent et favoriser des liens de confiance avec les corps policiers, notamment en organisant des activités. Il peut s'agir, par exemple, de sécurité routière, de vol ou de cybercriminalité.</p>	Travaux entièrement faits à l'interne	-

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.**

- a) Neuf membres du personnel de la Direction des communications du ministère du Conseil exécutif sont affectés au secteur des Affaires publiques du ministère de la Sécurité publique.
- b) Il n'y a pas de montant spécifique attribué à ce secteur. Les dépenses effectuées sont pour l'organisation d'événements, de campagnes, de salons ou celles liées à la revue de presse, à la transcription ou à la diffusion de communiqués.
- c) S/O
- d) Communication DEMO :

Revue de presse électronique et les transcriptions :	21 528 \$
Revue de presse écrite :	25 315 \$
CEDROM-SNI (Eureka cc) - Abonnement au service de base de données médias	10 692 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.**

a) Deux employés

b) 166 815 \$

c) Aucune rencontre avec d'autres instances ou organismes publics

d) Aucun

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – 03.03

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.**

- a) Une employée : Responsable des communications
- b) 80 130 \$
- c) 23 octobre 2015 : rencontre au MSP au sujet de la refonte de l'extranet des coroners, au cours de laquelle la responsable des communications a exposé la nouvelle architecture du site aux employés de la DTI du MSP qui sont affectés à la réalisation du projet.
23 juillet 2015 : déplacement de la responsable des communications à Drummondville dans le cadre d'une opération Filet IV déclenchée à la suite d'un incendie ayant causé trois décès.
11 juillet 2015 : déplacement de la responsable des communications à Saint-Césaire pour représenter le Bureau du coroner dans un événement réunissant plusieurs intervenants majeurs en sécurité civile en Montérégie.
- d) Nous utilisons les services de veille et revue de presse de Demo Communication via le MSP. Aucun sujet particulier n'a fait l'objet d'une veille à notre demande.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.**

- a) Un employé de l'organisme est affecté aux communications et / ou affaires publiques lorsqu'une situation le nécessite.
- b) Aucun
- c) Aucun
- d) Aucune dépense. Les coûts du service de revue de presse sont assumés par le ministère.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.**

- a) 3 employés: Communications internes; Responsables des relations médias et Directeur de la prévention et des communications.
- b) Seules des dépenses de veille médiatique, de traduction et des dépenses liées à la diffusion de communiqués ont été engagées au cours de l'année. Aucune dépense directe n'a été attribuée à ce secteur.
- c) Aucune.
- d) Un montant de 36 375 \$ a été investi en veille médiatique (ADN5 Média Inc. est la firme externe qui a fourni ces services).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - 03.07

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.**

a) Une employée : Conseillère aux communications

b) 7 513 \$

c) rencontre

d) Firme externe : ADN5 Média
Revue de presse : 58 638 \$
Sujets faisant l'objet d'une veille BEI, enquêtes indépendantes, opérations policières

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

QUESTION 15 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

Le ministère ne dispose pas des systèmes d'information lui permettant de répondre à cette question.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 16 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2010-2011 à 2015-2016, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2016-2017.

L'âge des créances et/ou amendes à recouvrer	2010-2011 \$	2011-2012 \$	2012-2013 \$	2013-2014 \$	2014-2015 \$	2015-2016 \$
Moins d'un an	285 715	293 079	340 299	547 345	352 219	320 013
1-2 ans	88 986	36 013	25 512	38 925	8 145	46 961
+ de 2 ans	122 381	170 677	178 496	186 570	210 052	212 821
Total	497 082	499 769	544 307	772 840	570 416	579 795

Pour chacune des années les moyens entrepris pour recouvrer les sommes sont les suivants:

Relevé de compte mensuel, Lettre de recouvrement, Téléphone, Certificat d'exigibilité, Hypothèque légale

Prévisions 2016-2017 : 575 105 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

Pour les réponses aux questions 18, 46, 47, 48, 50, 52, 54, 55, 60, 61, 63, 69, 71, 72 et 73 du 2^e groupe de l'opposition, voir le cahier de la Sûreté du Québec.

- QUESTION 18 :** Le total et le détail des sommes dépensées pour la lutte aux gangs de rues pour 2014-2015 et 2015-2016 et au cours des trois années financières précédentes, ventilé par région et par corps de police. Prévisions pour 2016-2017.
- QUESTION 46 :** Toute étude ou analyse démontrant que la réduction du taux d'encadrement que causera l'abolition de 150 postes d'officiers (par attrition) en 2015-2016 n'affectera pas la qualité des services rendus par la Sûreté du Québec ni sa capacité à pleinement remplir sa mission.
- QUESTION 47 :** Toute étude ou analyse en vue de la refonte des 10 districts administratifs actuels.
- QUESTION 48 :** Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 décembre 2015, répartis par district et par quart de travail. Préciser le nombre d'effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.
- QUESTION 50 :** La liste des dirigeants de la Sûreté du Québec, leur rémunération respective pour la période 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les augmentations et bonis prévus.
- QUESTION 52 :** Le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières répartis par districts et par quart de travail pour 2014-2015 et 2015-2016. Comparer avec les effectifs des trois années financières précédentes. Prévisions pour 2016-2017.
- QUESTION 54 :** Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 mars 2015.
- QUESTION 55 :** L'investissement pour la période 2014-2015 et 2015-2016 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour 2016-2017.
- QUESTION 60 :** Au 31 mars 2016, ventilation par poste des effectifs des huit Escouades régionales mixtes de lutte au crime organisé et des Escouades spéciales d'enquête ainsi que le budget annuel accordé.
- QUESTION 61 :** Toute étude et analyse en vue de la réduction du le nombre d'escouades régionales mixtes de lutte au crime organisé en 2016-2017.
- QUESTION 63 :** La répartition par poste des nouveaux officiers et agents de la SQ embauchés en 2015-2016 avec leur profil de formation. Comparer et ventiler avec les trois années financières précédentes. Prévisions pour 2016-2017.
- QUESTION 69 :** Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total à la SQ en 2014-2015 et 2015-2016.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

- | |
|---|
| <p>QUESTION 71 : Ensemble des modalités de redéploiement des effectifs de la Sûreté du Québec qui sera entamé.</p> <p>QUESTION 72 : Nombre, lieux et coût des opérations routières menées contre l'alcool au volant et nombre d'arrestations liées à ces opérations pour 2014-2015 et 2015-2016.</p> <p>QUESTION 73 : Mise à jour du rapport sur les vols de métaux au Québec : état de situation en 2011 et application tactique, ou toute note ou analyse illustrant un état de situation plus à jour.</p> |
|---|

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

**QUESTION 19 : Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour les périodes 2014-2015 et 2015-2016.
Prévisions pour 2016-2017.**

Cette question concernait plus spécifiquement l'effectif impliqué dans la lutte contre les gangs de rues financé par le Fonds de recrutement de policiers qui a pris fin le 31 mars 2013. Sous réserve des différentes obligations prévues selon les niveaux de service, les corps de police du Québec ont tous le mandat d'enquêter sur des crimes reliés aux gangs de rue et ils continuent d'offrir ce service selon la priorité accordée à ce phénomène sur leur territoire. Le MSP ne détient cependant pas de renseignements particuliers sur l'effectif affecté à ces enquêtes par les différents corps de police ni leur rémunération.

Pour complément d'information, voir le cahier de la Sûreté du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 25 : La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2014-2015 et 2015-2016.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) dispose des données sur le montant des amendes imposées à la suite d'un jugement en matière de contrebande de tabac. Ces données lui sont transmises par Revenu Québec dans le cadre du programme ACCES Tabac.

Année financière	2014-2015	2015-2016 ¹
Amendes imposées	45,6 M\$	36 M\$

Le MSP ne dispose cependant pas des données sur le montant des amendes encaissées.

¹ Les données pour l'exercice 2015-2016 sont pour la période du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 26 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année depuis 2006 * :
a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;
b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ;
c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police :

NOMBRE D'INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS

CATÉGORIES D'INFRACTIONS	2008	2009	2010	2011	2012	2013a	2014p
TOTAL	5 255	5 240	5 408	4 930	5 281	5 407	5 340
Agressions sexuelles graves	22	25	34	17	28	17	16
Agressions sexuelles armées	79	54	66	62	60	45	49
Agressions sexuelles simples	4 126	4 084	4 104	3 643	3 779	3 704	3 520
Total des agressions sexuelles	4 227	4 163	4 204	3 722	3 867	3 766	3 585
Autres infractions d'ordre sexuel ¹	1 028	1 077	1 204	1 208	1 414	1 641	1 755

Données 2015 non disponibles. Le traitement des données 2015 sera effectué en avril 2016.

a : données actualisées

p : données provisoires

¹ Les autres infractions d'ordre sexuel regroupent les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, l'inceste, les relations sexuelles anales non consentantes ou entre personnes de moins de 18 ans, la bestialité et, depuis 2008, la corruption d'enfant, le leurre d'un enfant au moyen d'un ordinateur et le voyeurisme.

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

Pour plus d'information concernant les infractions sexuelles 2013, se référer à la publication annuelle disponible à l'adresse: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/infractions-sexuelles/2013.html>

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2015-2016).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 26 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année depuis 2006 * :
a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;
b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ;
c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation :

INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS SELON LE TYPE DE CLASSEMENT

TYPE DE CLASSEMENT	2008	2009	2010	2011	2012	2013a	2014p
TOTAL	5 255	5 240	5 408	4 930	5 281	5 407	5 340
Classées par mise en accusation	1 809	1 613	1 607	1 614	1 779	2 031	1 581
Classées sans mise en accusation	1 592	1 592	1 495	1 582	1 566	1 655	1 036
<i>Infractions classées</i>	<i>3 401</i>	<i>3 205</i>	<i>3 102</i>	<i>3 196</i>	<i>3 345</i>	<i>3 686</i>	<i>2 617</i>
Infractions non classées	1 854	2 035	2 306	1 734	1 936	1 721	2 723

TYPE DE CLASSEMENT	2008	2009	2010	2011	2012	2013a	2014p
TOTAL	100,0%						
Classées par mise en accusation	34,4%	30,8%	29,7%	32,7%	33,7%	37,6%	29,6%
Classées sans mise en accusation	30,3%	30,4%	27,6%	32,1%	29,7%	30,6%	19,4%
<i>Infractions classées</i>	<i>64,7%</i>	<i>61,2%</i>	<i>57,4%</i>	<i>64,8%</i>	<i>63,3%</i>	<i>68,2%</i>	<i>49,0%</i>
Infractions non classées	35,3%	38,8%	42,6%	35,2%	36,7%	31,8%	51,0%

Données 2015 non disponibles. Le traitement des données 2015 sera effectué en avril 2016.

a : données actualisées

p : données provisoires

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

c) nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des accusations criminelles :

Les données Programme DUC 2 ne permettent pas de fournir ces données. Cette question relève du ministère de la Justice du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 27 : Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir :

- a) description des actions posées, pour chaque phase ;**
- b) les coûts engendrés, pour chaque phase ;**
- c) le nombre d' appels et de dénonciations reçus sur la ligne d'aide téléphonique sans frais.**

Le plan d'action gouvernemental en matière d'agression sexuelle prévoit la réalisation d'une campagne gouvernementale de sensibilisation aux agressions à caractère sexuel. Cette mesure est sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine. Par conséquent, cet organisme détient tous les détails quant à la réalisation de cette campagne et quant aux données qui concernent la ligne téléphonique d'aide mise sur pied à cet effet.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 31 : Pour chaque année, depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendants du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).

Le ministère ne dispose pas des systèmes d'information lui permettant de répondre à cette question.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 34 : Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution et la prostitution juvénile.

AUCUNE

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 35 : Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la corruption et la collusion.

AUCUNE

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 35 : Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la corruption et la collusion.

Recommandations du Commissaire à la lutte contre la corruption concernant l'octroi et la gestion des contrats publics en informatique, rapport paru en juin 2015, à la demande du Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 37 : État d'avancement de la mise sur pied du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) institué par le projet de loi n°12 en mai 2013.

Un premier règlement, sur la procédure de sélection et sur la formation des enquêteurs du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI), a été édicté et est entré en vigueur le 17 juillet 2014.

Un second projet de règlement, sur le déroulement des enquêtes dont est chargé le BEI, a été publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 15 juillet 2015. Comme le prévoit le processus réglementaire en vigueur, toute personne ou organisation intéressée pouvait transmettre ses commentaires durant un délai de 45 jours, la période de réception des commentaires se terminant le 31 août 2015. Le règlement sur le déroulement des enquêtes a été commenté par diverses organisations et est actuellement sous étude au ministère de la Sécurité publique (MSP) avant son édicition finale.

La directrice du BEI, M^e Madeleine Giauque, est entrée en fonction le 12 janvier 2015. Le recrutement de l'ensemble du personnel administratif est quasiment complété. L'équipe d'enquête, composée de deux superviseurs aux enquêtes et de 16 enquêteurs, est quant à elle complétée. Les quatre derniers enquêteurs ont été nommés par décret le 10 février 2016.

L'entente entre le BEI et l'École nationale de police du Québec (ENPQ) sur la formation des enquêteurs a été signée le 10 mars 2015 et la formation a été développée au cours des mois suivants. La formation initiale des enquêteurs a débuté le 11 janvier 2016 et devrait se terminer vers la fin avril 2016.

Le BEI a pris possession de ses nouveaux locaux à Longueuil le 28 novembre 2015.

Dès l'adoption du Règlement sur le déroulement des enquêtes dont est chargé le Bureau des enquêtes indépendantes, des ententes seront finalisées avec les trois principaux services de police qui auront à assurer le soutien au BEI.

Une rencontre de sensibilisation et d'information avec les directeurs de police autochtone aura lieu le 7 juin prochain.

Finalement, une politique média visant à informer le public a été préparée par le BEI.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 40 : Dépenses autorisées en 2014-2015 et 2015-2016 en lien avec le registre des armes à feu. Fournir également toute évaluation réalisée par le ministère concernant les coûts d'un registre.

Des ressources internes du ministère ont travaillé sur ce dossier.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 42 : Le nombre d'effectifs (ETC) attribué à la gestion du Fonds vert au sein du Ministère en 2015-2016, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.

La gestion du Fonds vert est une responsabilité du MDDELCC. Cependant, le MSP a sous sa responsabilité sept sous-actions dont les projets visent uniquement l'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020). Le nombre d'effectifs attribué à ces sous-actions se ventile ainsi :

1,50 ETC : agent de recherche et de planification socio-économique

0,25 ETC : agent de secrétariat

0,25 ETC : gestionnaire cadre

Total des ETC : 2

Masse salariale : 153 211 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 43 : Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides financières par le Ministère par l'entremise du Fonds vert en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, ventilés par programmes inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.

Le MSP ne gère pas de programme associé au Fonds vert. Par contre, sept sous-actions visant un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020) sont sous la responsabilité du MSP. Il est à noter que ces sous-actions sont mises en oeuvre depuis 2014-2015.

Pour les sept sous-actions du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP, un montant de 1 214 300 \$ (provenant du Fonds vert) a été déboursé pour l'année financière 2014-2015 et un montant de 3 528 417 \$ (provenant du Fonds vert) a été déboursé pour l'année financière 2015-2016.

Le tableau de la question 44 du 2^E groupe de l'opposition détaille les sommes octroyées pour ces sous-actions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 44 : La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert, en 2014-2015 et 2015-2016 avec mention :

- a) de la description du projet ;**
- b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire;**
- c) du programme concerné, le cas échéant ;**
- d) du montant déboursé ;**
- e) de la date du déboursement ;**
- f) de l'objectif poursuivi en termes de réduction des GES.**

Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le Ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives.

Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en termes de réduction des GES.

Dans le cadre du PACC 2013-2020, les sous-actions sous la responsabilité du MSP visent un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques. Dans ce contexte, la sous-question f) est sans objet.

Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le Ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives :

Une entente administrative conclue entre le MDDELCC et le MSP en vue d'édicter les règles de gestion des 7 sous-actions du PACC 2013-2020, sous la responsabilité du MSP, a été signée le 27 mars 2015. Le fonctionnement pour l'approbation des projets sous la responsabilité du MSP est le suivant : tous les projets et protocoles d'entente sont soumis au MDDELCC pour approbation et validation de leur adéquation avec la mesure du PACC correspondante. En ce qui concerne les sous-actions en lien avec la prévention des risques naturels (3.2, 6.2.3 et 6.2.4 du PACC 2013-2020), afin de s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels, le MSP coordonne le Comité directeur en prévention des sinistres relevant de l'Organisation de sécurité civile du Québec. Ce Comité directeur est composé aussi du MAMOT, du MDDELCC, du MERN et du MTMDET. Le Comité directeur approuve et fait le suivi des projets. Les critères de sélection pour ces sous-actions sont les mêmes que pour les projets financés par le Cadre de prévention des sinistres. Pour les sous-actions 2.3 et 3.3 les projets sont en développement. Ils ne sont pas rendus à l'étape d'approbation. Enfin, la gestion des sous-actions 1.2.2 et 3.1 est réalisée par le MSP en collaboration avec le MDDELCC.

Liste des projets sous la responsabilité du Ministère de la Sécurité publique ayant bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fond vert

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d)	Montant déboursé 2015-2016 (d)	Date du déboursement / Remarque (e)
1 Induire un aménagement durable du territoire dans une perspective de lutte aux changements climatiques	1.2.2 Intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de planification en sécurité civile					
		Guide visant l'intégration des enjeux et des risques associés aux changements climatiques dans la planification de la sécurité civile et la gestion courantes des activités des municipalités	Développement à l'interne du MSP	\$ -	\$ 5 344,48	Salaire
TOTAL SOUS-ACTION 1.2.2				\$ -	\$ 5 344,48	
2 Soutenir les municipalités et les collectivités dans leurs initiatives de réduction de GES, d'adaptation aux changements climatiques et d'aménagement durable du	2.3 Soutien à l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques à la planification municipale			\$ -	\$ -	Sous-action conjointe avec le MAMOT en développement.
		TOTAL SOUS-ACTION 2.3				\$ -
3 Favoriser une gestion des risques qui minimise la vulnérabilité des collectivités	3.1 Système de surveillance, de prévision, de suivi et d'alerte relatif aux aléas pouvant s'accroître sous l'effet des changements climatiques					
		Intégration et transfert de données événementielles	Développement à l'interne du MSP	\$ -	\$ 4 717,89	Salaire
		Développement et amélioration des outils existants en matière de suivi, d'alerte et de diffusion d'information relative à la sécurité civile auprès d'utilisateurs et de partenaires.	Dendrotik, Geneq, Tetrattech	\$ -	\$ 19 522,69	Année financière 2015-2016.
TOTAL SOUS-ACTION 3.1				\$ -	\$ 24 240,58	
	3.2 Soutien aux municipalités pour la réalisation de projets de prévention de sinistres					
		Travaux de stabilisation de talus dans le secteur des rues du Pinot et Saint-Émilien	Ville de Gatineau	\$ 1 000 000,00	\$ -	Année financière 2014-2015.
		Travaux de stabilisation de talus dans le secteur à proximité de la rue du Canal et du chemin de la Pulperie	Ville de Saguenay	\$ -	\$ 400 000,00	Année financière 2015-2016.
		Travaux de stabilisation de talus le long des berges du ruisseau Bellevue-Lavergne dans le secteur Amont-Nord	Ville de Shawinigan	\$ -	\$ 1 900 000,00	Année financière 2015-2016.
		Travaux de protection des berges contre l'érosion côtière dans le secteur de la rue Place McCormick	Ville de Port-Cartier	\$ -	\$ 200 000,00	Année financière 2015-2016.
TOTAL SOUS-ACTION 3.2				\$ 1 000 000,00	\$ 2 500 000,00	

QUESTION 44 :

	3.3 Accroissement de la résilience des systèmes et infrastructures essentiels face aux changements climatiques			\$ -	\$ -	En développement.
TOTAL SOUS-ACTION 3.3				\$ -	\$ -	
6 Soutenir la recherche en adaptation	6.2.3 Appréciation des risques liés aux changements climatiques					
		Corrélation entre la résistivité électrique des sols argileux et certaines propriétés géotechniques	Université Laval et MTMDET	\$ -	\$ 78 165,00	Année financière 2015-2016 (50 575 \$ à UL; 27 590 \$ au MTMDET).
		Analyse et modélisation de la propagation des débris des coulées argileuses non confinées	Université Laval	\$ -	\$ 38 481,00	Année financière 2015-2016.
		Synthèse des connaissances sur les étalements dans les argiles sensibles de la mer de Champlain	Université Laval	\$ -	\$ 43 180,00	Année financière 2015-2016.
		Instrumentation pour le suivi de pentes dans les argiles sensibles	Université Laval et MTMDET	\$ -	\$ 240 174,00	Année financière 2015-2016 (22 860 \$ à UL; 217 314 \$ au MTMDET).
TOTAL SOUS-ACTION 6.2.3				\$ -	\$ 400 000,00	
	6.2.4 - Projets de recherche sur les risques liés aux changements climatiques					
		Programme de mesure et de modélisation de la morphodynamique de l'érosion et de la submersion côtières dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent (MoDESCO)	Université du Québec à Rimouski	\$ 214 300,00	\$ 243 332,00	Années financières 2014-2015 et 2015-2016.
		Développement d'une approche hydrogéomorphologique (HGM)	Université du Québec à Rimouski	\$ -	\$ 115 500,00	Année financière 2015-2016.
		Détermination des marges de sécurité des zones exposées à l'érosion côtière pour les MRC de la Haute-Gaspésie, de la Côte-de-Gaspé et du Rocher-Percé et d'un secteur de la MRC d'Avignon	Université du Québec à Rimouski	\$ -	\$ 150 000,00	Année financière 2015-2016.
		Développement d'un indice de vulnérabilité des communautés riveraines de cours d'eau face aux inondations	Université de Montréal	\$ -	\$ 40 000,00	Année financière 2015-2016.
		Portrait de risque des aléas nordiques	Université Laval	\$ -	\$ 50 000,00	Année financière 2015-2016.
TOTAL SOUS-ACTION 6.2.4				\$ 214 300,00	\$ 598 832,00	
GRAND TOTAL POUR LES SEPT SOUS-ACTIONS SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSP				\$ 1 214 300,00	\$ 3 528 417,06	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 45 : Concernant la gestion du Fonds vert par le Ministère, fournir pour 2015-2016 :

- a) Le cadre de gestion utilisé;**
- b) La grille d'évaluation des projets;**
- c) Les objectifs poursuivis.**

a) et b) La gestion du Fonds vert est une responsabilité du MDDELCC. Par contre, pour les sous-actions en adaptation aux changements climatiques du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP, le fonctionnement est le suivant : tous les projets et protocoles d'entente sont soumis au MDDELCC pour approbation et validation de leur adéquation avec la mesure du PACC correspondante. De plus, afin de s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels, le MSP coordonne le Comité directeur en prévention des sinistres relevant de l'Organisation de sécurité civile du Québec. Ce Comité directeur est composé aussi du MAMOT, du MDDELCC, du MERN et du MTMDET. Le Comité directeur approuve et fait le suivi des projets en lien avec les sous-actions 3.2, 6.2.3 et 6.2.4 du PACC 2013-2020. Les critères de sélection pour ces sous-actions sont les mêmes que pour les projets financés par le Cadre de prévention des sinistres. Pour les sous-actions 2.3 et 3.3 les projets sont en développement. Ils ne sont pas rendus à l'étape d'approbation. Enfin, la gestion des sous-actions 1.2.2 et 3.1 est réalisée par le MSP en collaboration avec le MDDELCC.

c) Dans le cadre du PACC 2013-2020, les sous-actions sous la responsabilité du MSP visent un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques. Le libellé des actions, des sous-actions et des projets décrit les objectifs spécifiques poursuivis (voir le tableau à la question 44 du 2^E groupe de l'opposition).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 74 : Concernant l'investissement de 6,1 M\$ annoncé le 4 novembre 2015 sur les mesures en vue d'améliorer les conditions de vie des femmes autochtones, fournir les informations suivantes :

- a) l'enveloppe totale fournie par le MSP sur ce montant;**
- b) la liste des programmes à partir desquels ces sommes ont été dépensées avec le montant pour lequel chacun est responsable;**
- c) les projets auxquels cette enveloppe est assignée;**
- d) l'échéance fixée pour chaque projet;**
- e) l'état d'avancement des travaux pour chaque projet;**
- f) les résultats détaillés pour chaque projet, s'il y a lieu.**

a) L'investissement de 6,1 M\$ annoncé le 4 novembre 2015 n'inclut pas les mesures sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique (MSP) et de la Sûreté du Québec (SQ). Pour plus de détails sur l'investissement de 6,1 M\$, veuillez vous référer à l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif.

b) Non applicable

c) Non applicable

d) e) et f) Bien que l'investissement n'inclut pas les mesures du MSP et de la SQ, voici un suivi des mesures sous leur responsabilité respective :

ENQUÊTE DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL (SPVM) ET OBSERVATRICE

Les enquêtes criminelles confiées au SPVM se poursuivent et les dossiers sont systématiquement transmis, lorsque complétés, au Directeur des poursuites criminelles et pénales.

En parallèle, l'observatrice indépendante nommée par le gouvernement poursuit ses activités et déposera au sous-ministre, conformément à son mandat, et lorsque l'ensemble des enquêtes sera complété, un rapport quant à l'impartialité et à l'intégrité de ces dernières.

PLATEFORME SUR LA QUALITÉ DES RELATIONS ENTRE LES CORPS DE POLICE ET LES AUTOCHTONES

Le 23 novembre 2015 a eu lieu une première rencontre dans le cadre de la Table de concertation entre les représentants des chefs autochtones. Cette rencontre a permis de proposer les objectifs, le mandat et la structure de fonctionnement de la Table de concertation. Les suites à cette rencontre, notamment la forme que prendront les travaux, font l'objet de discussions entre le gouvernement et l'Association des Premières Nations du Québec et du Labrador.

INITIATIVES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

Veuillez vous référer au cahier de la Sûreté du Québec pour le détail.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2014)

NOMBRE DE POLICIERS POUR LA SURVEILLANCE : 6 210 Informations disponibles dans les tableaux aux pages suivantes

DESSERTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1060-2014)
1	unique	Bromont	Brome-Missisquoi	Bromont	8 714
	unique	Granby	La Haute-Yamaska	Granby	66 535
	multiple	Memphrémagog (régie)	Memphrémagog	Austin	1 513
				Magog	26 560
				Orford	3 949
				Sainte-Catherine-de-Hatley	2 523
	multiple	Mont-Tremblant	Les Laurentides	Lac-Tremblant-Nord	51
			Les Laurentides	Mont-Tremblant	9 620
	unique	Sainte-Marie	La Nouvelle-Beauce	Sainte-Marie	13 585
unique	Saint-Jean-sur-Richelieu	Le Haut-Richelieu	Saint-Jean-sur-Richelieu	94 860	
unique	Saint-Jérôme	La Rivière-du-Nord	Saint-Jérôme	73 086	
unique	Thetford Mines	Les Appalaches	Thetford Mines	25 621	

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1060-2014)	
2	unique	Blainville	Thérèse-De Blainville	Blainville	56 177	
	multiple	Châteauguay		Beauharnois	Beauharnois	12 595
				Roussillon	Châteauguay	47 781
					Léry	2 373
					Mercier	12 687
					Saint-Isidore	2 649
	multiple	L'Assomption	L'Assomption	L'Assomption	21 632	
				Saint-Sulpice	3 454	
	unique	Lévis	Hors MRC - Lévis	Lévis	142 894	
	unique	Mascouche	Les Moulins	Mascouche	46 346	
multiple	Mirabel	Hors MRC - Mirabel	Mirabel	47 759		
			La Rivière-du-Nord	Saint-Colomban	15 003	
multiple	MRC des Collines-de-l'Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais	Cantley	10 752		
			Chelsea	7 129		
			La Pêche	7 976		
			L'Ange-Gardien	5 470		
			Notre-Dame-de-la-Salette	735		
			Pontiac	5 946		
			Val-des-Monts	11 451		
multiple	Lac des Deux-Montagnes (régie)	Deux-Montagnes	Deux-Montagnes	17 873		
			Pointe-Calumet	6 601		
			Sainte-Marthe-sur-le-Lac	17 545		
			Saint-Joseph-du-Lac	6 595		

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1060-2014)
2 (suite)	multiple	Région de Roussillon (régie)	Roussillon	Candiac	20 849
				Delson	7 657
				La Prairie	24 336
				Saint-Constant	26 577
				Sainte-Catherine	17 185
				Saint-Mathieu	1 942
				Saint-Philippe	5 978
	multiple	Repentigny	L'Assomption	Charlemagne	6 016
				Repentigny	84 258
	multiple	Richelieu - Saint-Laurent (régie)	La Vallée-du-Richelieu	Beloeil	21 921
				Carignan	8 649
				Chambly	27 985
				McMasterville	5 657
				Mont-Saint-Hilaire	18 877
				Otterburn Park	8 485
				Saint-Basile-le-Grand	17 032
				Saint-Jean-Baptiste	3 232
				Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 681
				Marguerite-d'Youville	Calixa-Lavallée
Contrecoeur					7 234
Saint-Amable					12 078
Sainte-Julie	30 270				
Rouville	Varennes	21 466			
	Verchères	5 832			
	Richelieu	5 469			
			Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 676	

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1060-2014)
2 (suite)	multiple	Saguenay	Le Fjord-du-Saguenay	Larouche	1 361
			Hors MRC - Saguenay	Saguenay	146 308
	unique	Saint-Eustache	Deux-Montagnes	Saint-Eustache	44 758
	unique	Sherbrooke	Hors MRC - Sherbrooke	Sherbrooke	162 163
	multiple	Terrebonne	Thérèse-De Blainville	Bois-des-Filion	9 698
			Les Moulins	Sainte-Anne-des-Plaines	15 051
	multiple	Thérèse-de-Blainville (régie)	Thérèse-De Blainville	Terrebonne	111 145
				Boisbriand	27 237
Lorraine				9 433	
unique	Trois-Rivières	Hors MRC - Trois-Rivières	Rosemère	14 344	
			Sainte-Thérèse	26 584	
3	unique	Gatineau	Hors MRC - Gatineau	Gatineau	276 577
	unique	Laval	Hors MRC - Laval	Laval	421 469
	multiple	Longueuil	Hors MRC - Longueuil	Boucherville	41 466
				Brossard	84 813
				Longueuil	240 954
Saint-Bruno-de-Montarville				26 851	
4	multiple	Québec	Hors MRC - Québec	L'Ancienne-Lorette	16 930
			Québec	536 100	
			Notre-Dame-des-Anges	367	
			Saint-Augustin-de-Desmaures	18 982	

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1060-2014)
5	multiple	Montréal	Hors MRC - Montréal	Baie-D'Urfé	3 873
				Beaconsfield	19 847
				Côte-Saint-Luc	33 392
				Dollard-des-Ormeaux	50 700
				Dorval	19 170
				Hampstead	7 283
				Kirkland	21 432
				L'Île-Dorval	6
				Montréal	1 731 245
				Montréal-Est	3 875
				Montréal-Ouest	5 236
				Mont-Royal	20 612
				Pointe-Claire	31 393
				Sainte-Anne-de-Bellevue	5 005
				Senneville	920
				Westmount	20 419

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

Population totale desservie:	5 596 573
Nombre de municipalités desservies:	100
Nombre de CPM:	30

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2014)

A - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTÉ UNIQUE

Corps de police	Population du décret 1060-2014	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)¹
Blainville	56 177	2	53
Bromont	8 714	1	15
Gatineau	276 577	3	265
Granby	66 535	1	57
Laval	421 469	3	372
Lévis	142 894	2	113
Mascouche	46 346	2	48
Sainte-Marie	13 585	1	10
Saint-Eustache	44 758	2	31
Saint-Jean-sur-Richelieu	94 860	1	82
Saint-Jérôme	73 086	1	82
Sherbrooke	162 163	2	160
Thetford Mines	25 621	1	24
Trois-Rivières	134 802	2	120

Population totale :	1 567 587	
Nombre de policiers permanents (surveillance):		1 432
Nombre de CPM :	14	

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2014)

B - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE MULTIPLE

Corps de police	Population du décret 1293-2013	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1060-2014
Châteauguay	78 085	2	68	Beauharnois	12 595
				Châteauguay	47 781
				Léry	2 373
				Mercier	12 687
				Saint-Isidore (paroisse)	2 649
L'Assomption	25 086	2	24	L'Assomption	21 632
				Saint-Sulpice	3 454
Longueuil	415 978	3	361	Boucherville	41 466
				Brossard	84 813
				Longueuil	240 954
				Saint-Bruno-de-Montarville	26 851
				Saint-Lambert (ville)	21 894
Memphrémagog (régie)	34 545	1	32	Austin	1 513
				Magog	26 560
				Orford	3 949
				Sainte-Catherine de Hatley	2 523

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1060-2014	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1060-2014
Mirabel	62 762	2	36	Mirabel	47 759
				Saint-Colomban	15 003
Montréal	1 974 408	5	2 998	Baie D'Urfé	3 873
				Beaconsfield	19 847
				Côte-Saint-Luc	33 392
				Dollard-des-Ormeaux	50 700
				Dorval	19 170
				Hampstead	7 283
				Kirkland	21 432
				L'Île-Dorval	6
				Montréal	1 731 245
				Montréal-Est	3 875
				Montréal-Ouest	5 236
				Mont-Royal	20 612
				Pointe-Claire	31 393
				Sainte-Anne-de-Bellevue	5 005
Senneville	920				
Westmount	20 419				
Mont-Tremblant	9 671	1	28	Lac-Tremblant-Nord	51
				Mont-Tremblant	9 620

Il s'agit des données de 2013 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2014 seront traitées à partir de mai 2015.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1060-2014	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1060-2014
MRC Les Colline-de-l'Outaouais	49 459	2	38	Cantley	10 752
				Chealsea	7 129
				L'Ange-Gardien (82005)	5 470
				La Pêche	7 976
				Notre-Dame-de-la-Salette	735
				Pontiac	5 946
				Val-des-Monts	11 451
Québec	572 379	4	489	L'Ancienne-Lorette	16 930
				Notre-Dame-des-Anges	367
				Québec	536 100
				Saint-Augustin-Desmaures	18 982
Lac des Deux-Montagnes (régie)	48 614	2	38	Deux-Montagnes	17 873
				Pointe-Calumet	6 601
				Sainte-Marthe-sur-le-Lac	17 545
				Saint-Joseph-du-Lac	6 595
Roussillon (régie)	104 524	2	81	Candiac	20 849
				Delson	7 657
				La Prairie	24 336
				Saint-Constant	26 577
				Sainte-Catherine	17 185
				Saint-Mathieu	1 942
Saint-Philippe	5 978				

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1060-2014	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1060-2014
Repentigny	90 274	2	96	Charlemagne	6 016
				Repentigny	84 258
Richelieu / Saint-Laurent (régie)	202 040	2	163	Beloeil	21 921
				Calixa-Lavallée	496
				Carignan	8 649
				Chambly	27 985
				Contrecoeur	7 234
				McMasterville	5 657
				Mont-Saint-Hilaire	18 877
				Otterburn Park	8 485
				Richelieu	5 469
				Saint-Amable	12 078
				Saint-Basile-le-Grand	17 032
				Sainte-Julie	30 270
				Saint-Jean-Baptiste	3 232
				Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 676
				Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 681
Varenes	21 466				
Verchères	5 832				
Saguenay	147 669	2	131	Larouche	1 361
				Saguenay	146 308
Terrebonne	135 894	2	114	Bois-des-Filion	9 698
				Sainte-Anne-des-Plaines	15 051
				Terrebonne	111 145

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1060-2014	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1060-2014 ¹
Thérèse-De Blainville (régie)	77 598	2	81	Boisbriand	27 237
				Lorraine	9 433
				Rosemère	14 344
				Sainte-Thérèse	26 584

Nombre de CPM :	16		4 778	Population totale :	4 028 986
				Nombre de municipalités dess	86

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 76 : Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2016¹, répartis par corps de police municipal.

CORPS DE POLICE	AU 31 DÉCEMBRE 2014			AU 31 DÉCEMBRE 2014		
	TOTAL POLICIERS AUTORISÉS	TOTAL CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS PERMANENTS	TOTAL CIVILS PERMANENTS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS PERMANENTS
Blainville	71	29	100	71	25	96
Bromont	20	4	24	20	4	24
Châteauguay	85	20	105	85	20	105
Gatineau	391	129	520	389	124	513
Granby	78	24	102	78	24	102
L'Assomption	32	5	37	32	5	37
Laval	576	163	739	571	146	717
Lévis	149	46	195	149	44	193
Longueuil	568	203	771	564	184	748
Mascouche	61	17	78	61	17	78
Memphrémagog (régie)	41	11	52	41	11	52
Mirabel	41	14	55	44	14	58
Montréal	4 869	1014	5 883	4 601	891	5 492
Mont-Tremblant	34	16	50	34	16	50
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	54	13	67	54	13	67
Québec	722	183	905	715	170	885
Lac des Deux-Montagnes (régie)	49	11	60	49	11	60

Les données sont disponibles uniquement sur la base de l'année civile

¹ Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

L'effectif policier et civil autorisé représente le nombre minimal de postes prévus par un corps de police pour fournir les services policiers en conformité avec la Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

L'effectif policier et civil permanent représente les personnes qui sont en poste plutôt que les postes autorisés pour un corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 76 : Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2016¹, répartis par corps de police municipal.

CORPS DE POLICE	AU 31 DÉCEMBRE 2014			AU 31 DÉCEMBRE 2014		
	TOTAL POLICIERS AUTORISÉS	TOTAL CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS PERMANENTS	TOTAL CIVILS PERMANENTS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS PERMANENTS
Région de Roussillon (régie)	115	34	149	115	33	148
Repentigny	122	27	149	122	27	149
Richelieu - Saint-Laurent (régie)	211	39	250	208	38	246
Saguenay	178	40	218	178	40	218
Sainte-Marie	14	3	17	14	3	17
Saint-Eustache	60	21	81	60	20	80
Saint-Jean-sur-Richelieu	108	28	136	108	28	136
Saint-Jérôme	110	25	135	110	25	135
Sherbrooke	206	54	260	206	54	260
Terrebonne	151	43	194	151	43	194
Thérèse-De Blainville (régie)	108	38	146	107	38	145
Thetford Mines	30	6	36	30	6	36
Trois-Rivières	160	48	208	160	48	208
TOTAL - CPM	9 414	2 308	11 722	9 127	2 122	11 249
Sûreté du Québec	5 745	2 006	7 751	5 768	1 781	7 549
GRAND TOTAL	15 159	4 314	19 473	14 895	3 903	18 798

Les données sont disponibles uniquement sur la base de l'année civile

¹ Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

L'effectif policier et civil autorisé représente le nombre minimal de postes prévus par un corps de police pour fournir les services policiers en conformité avec la Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

L'effectif policier et civil permanent représente les personnes qui sont en poste plutôt que les postes autorisés pour un corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 83 : La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2015¹.

Répartition des condamnations à une peine d'emprisonnement provinciale en fonction de la sous-classe du délit principal et du dernier établissement - année 2015-2016²

SOUS-CLASSE DU DÉLIT PRINCIPAL	AMO	BCO	BOR	CDF	CDQ	CHI	EDL	EDP	HAV	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TAN	TRR
Aliments et drogues		1																		
Armes à feu	4	2	42		18		3	1		5		9	5	6	3	7	10	2	1	5
Assurance-chômage																	1			
Autres délits au Code criminel	65	9	491	43	209	37	53	1		148	10	150	36	64	12	143	205	61	178	54
Autres infractions aux lois québécoises	4		41		8		3			2		5				13	17	2	8	15
Autres infractions aux règlements municipaux	13	2	120	16	62	7	28			174		7	2	23	23	63	73	16	65	9
Autres infractions aux statuts fédéraux				1	2					1						4			1	1
Autres infractions contre la personne	23	9	164	6	68	9	13	1		35	8	34	26	27	10	33	45	14	21	22
Autres infractions contre la propriété			8	1	4	1	2					1		3		6	5	2	1	
Chasse et pêche	1																			
Complots, complicités, tentatives	6	3	128	3	29		14	1		6	2	11	2	7		18	21	5	19	28
Conservation de la faune	1									1										
Extorsions	3		7	1	9	1	2	1		2	1	3	2	1		2	5		5	
Fraudes, corruptions, escroqueries	1		17	1	7		4			4	4	8	3	1	2	5	14		14	2
Homicides involontaires			2							1						1				
Immigration			3									1				1		1	2	
Infractions à la circulation routière (Code criminel)	49	13	230	21	184	10	34			61	34	9	52	45	15	127	140	52	78	75
Infractions contre l'État	17	2	58	5	15	4	3			34	6	32	5	10	5	11	30	6	15	7
Infractions municipales (Circulation)			4		1					1	1					4		1	1	
Infractions provinciales (Boisson et circulation)	3	2	3		3		1			2			1	1		2	1			1
Infractions sexuelles	9		47		16	3	10	12		6	1	1	2	9	2	11	42	8	2	17
Introductions par effraction	36	15	221	5	107	10	37	1		35	9	19	16	32	5	80	74	24	35	34
Loi sur les Indiens			15													1	2	1	1	
Main-d'oeuvre			4		1					1			1	1		4	2	2		
Méfais, incendies, dommages	15	2	102	11	41	3	8			27	10	17	22	7	4	9	15	4	28	20
Omissions d'engagement, libertés illégales, évasions	59	8	327	21	123	16	14			83	6	274	31	33	35	127	207	50	91	34
Outrages												1					1			
Paris, prostitutions, moeurs	12	3	34		12	3	4	15		6	6	1	2	5	2	18	28	7	3	7
Recels			37		6		4			8	1	8	4		1	13	15	3	8	2
Stupéfiants	38	17	606	38	279	13	73	1		184	21	98	38	65	18	169	209	65	124	88
Tentatives de meurtre													1							
Transport	1		1				1			2						1	4			
Voies de fait	88	9	394	17	178	9	57	2		73	17	60	36	55	18	77	161	37	95	74
Vols qualifiés	1		140	2	24		20			11	3	14	1	2	1	11	30	3	13	13
Vols simples	10	7	334	21	92	10	43			94	8	78	11	21	10	56	166	30	118	93

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² Données compilées en date du 31 janvier 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 93 : Nombre d'agents de probation en fonction, ventilé selon le type d'activité ou de fonction et par région, pour les périodes 2010-2011¹, 2011-2012¹, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.

RÉGIONS CORRECTIONNELLES	NOMBRE D'AGENTS DE PROBATION		
	2013-2014 ²	2014-2015 ³	2015-2016 ⁴
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	14	16	14
Bas-St-Laurent	11	10	10
Côte-Nord	7	7	6
Estrie	18	16	18
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	7	6	7
Laval-Lanaudière-Laurentides	39	44	44
Mauricie	15	16	14
Montérégie	38	36	35
Montréal	72	70	67
Outaouais	20	18	17
Québec-Chaudières-Appalaches	48	48	50
Saguenay-Lac-St-Jean	12	11	13

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des Études des crédits antérieurs.

² Données en date du 31 mars 2014.

³ Données en date du 9 mars 2015.

⁴ Données en date du 18 février 2016.

⁵ Le nombre d'agent de probation correspond au nombre de personnes en affectation active à une date donnée. Les données antérieures ont été modifiées afin de refléter cette réalité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 100 A : Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.

Programmes et services offerts en 2015	Amos	Baie-Comeau	Chicoutimi	Hull	Leclerc de Laval	Maison Tanguay	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
										F	H								
Problématique																			
Violence								√		√						√			
- conjugale							√	√				√			√				
- générale	√	√	√	√		√	√	√			√	√	√	√	√	√	√	√	√
Délinquance sexuelle				√			√	√	√		√		√			√	√		
Victimes d'abus sexuels								√		√							√		
Alcoolisme	√	√	√	√	√	√	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Toxicomanie		√	√	√	√	√	√	√		√	√	√	√		√	√	√	√	√
Dépendance affective		√		√		√		√			√		√		√				√
Jeu compulsif						√	√	√					√			√			
Développement de soi																			
Connaissance et estime de soi		√		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√		√	√		√	√
Résolution de problèmes		√		√		√		√	√			√	√		√			√	√
Habilités sociales et parentales		√		√		√		√	√	√	√	√	√		√			√	√
Relations interpersonnelles		√		√	√		√	√	√		√	√						√	√
Motivation						√		√	√			√							√
Santé																			
Physique *	√			√	√		√	√				√	√		√	√	√	√	√
Mentale *	√			√	√	√	√	√		√	√	√	√		√		√	√	√
ITSS	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Loisir																			
Activités socioculturelles	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Activités sportives	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Arts	√			√		√	√	√		√	√		√	√	√		√	√	

* Ces services relèvent des obligations légales ou administratives et répondent à des engagements du MSP. Un « √ » dans cette section indique donc un service additionnel au minimum requis.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 100 A : Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.

Programmes et services offerts en 2015	Amos	Baie-Comeau	Chicoutimi	Hull	Leclerc de Laval	Maison Tanguay	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rivière-des-prairies	Rimouski	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
										F	H								
Éducation (Commissions scolaires selon l'annexe A 2011-2012 ou formations hors entente)																			
Alphabétisation	√	√	√	√		√	√	√			√	√	√		√	√	√	√	√
Francisation				√		√	√	√			√	√			√				√
Présecondaire	√	√	√	√	√	√	√	√			√	√	√		√	√	√	√	√
Secondaire et préparation au postsecondaire	√	√	√	√	√	√	√	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√
Intégration sociale	√			√	√	√		√			√	√	√		√		√	√	√
Intégration socioprofessionnelle	√	√		√	√	√	√	√	√		√	√	√		√				√
Autre formation	√			√	√	√	√	√	√		√	√	√		√	√		√	√
Employabilité																			
Service d'un CMO	√	√	√	√	√	√	√	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√
Formation préalable à l'emploi		√		√	√	√	√	√			√	√	√	√	√	√	√	√	√
Postes de travail rémunérés	√	√	√	√	√	√	√	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√
Postes de travail non rémunérés	√			√		√					√		√				√	√	
Cantine				√		√						√							√
Postes de stages				√				√											√
Autres	√			√			√				√				√	√			√
Divers																			
Accueil	√	√	√	√	√	√	√	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√
Parcours	√	√				√	√	√			√	√	√		√	√	√	√	√
Prévention du suicide	√	√		√		√	√	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√
Programme préparatoire à la sortie		√		√	√	√		√			√	√	√		√			√	√
Pastorale	√	√	√	√	√	√	√	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√
Autres		√		√	√	√	√				√	√	√	√	√	√	√	√	√
Programmes pour clientèles spécifiques																			
Autochtones et Inuits	√	√				√		√							√			√	
Femmes				√				√											
Gangs de rue																			
Indigente																			
Itinérante						√	√										√	√	
Psychiatrie													√						

Pour un crochet, il peut y avoir plusieurs services. Par exemple, un crochet pour le thème « alcoolisme » peut inclure un groupe d'alcooliques anonymes, un département spécialisé ainsi que des ateliers offerts par une ressource de la communauté.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 100 B : Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.

Fonds de soutien à la réinsertion sociale (en \$)

Programmes et services offerts en 2014	Amos	Baie-Comeau	Chicoutimi ¹	Hull	Maison Tanguay	Montréal ³	Leclerc de Laval ²	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivières-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
										Femmes	Hommes								
Excédent des revenus sur les dépenses avant la rémunération des personnes incarcérées et avant les déboursés pour les autres activités de réinsertion sociale - 2014	125 164	129 044	39 034	343 556	309 471	917 056	445 066	96 352	44 269	145 105	975 160	155 734	125 057	16 773	732 322	29 111	288 291	41 759	278 183
Rémunération des personnes incarcérées	34 268	35 302	22 600	129 664	199 978	519 035	25 717	46 072	5 688	32 114	436 502	58 395	11 485	14 827	345 072	7 388	137 636	22 136	97 405
Autres activités de réinsertion sociale qui s'adressent aux personnes incarcérées et financées par le fonds	84 701	54 315	33 225	161 562	62 716	715 194	30 688	44 761	25 677	40 005	378 586	55 979	192 082	30 604	341 976	5 902	148 420	48 159	123 317

¹ : Les opérations du Fonds de soutien à la réinsertion sociale de cet établissement se sont terminées à l'automne 2014.

² : Les opérations du Fonds de soutien à la réinsertion sociale de cet établissement ont débutées à l'automne 2014. Les revenus incluent les montants reçus en dons des autres fonds.

³ : Le montant indiqué comme excédent des revenus à l'Étude des crédits 2015-2016 était erroné. Le montant réel est 1 033 776 \$. Malgré cela, les revenus ont fortement diminué en raison de la perte d'un contrat de buanderie.

Les données proviennent des états financiers vérifiés de l'exercice 2014 des fonds des établissements de détention. Les données de l'exercice 2015 ne seront disponibles qu'à la fin du mois de juin 2016.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 101 : Les rapports annuels (états financiers) du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale institué en vertu de la Loi sur les services correctionnels, pour les années 2004-2005 à 2015-2016. Justifier les différentes charges relatives à la gestion du Fonds (honoraires professionnels, déplacements, etc.).

Les rapports annuels publiés peuvent être consultés dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique, dans la rubrique Services correctionnels/Publications et statistiques sur les services correctionnels, à l'adresse suivante : <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/services-correctionnels/reinsertion-sociale/fonds-soutien-rs.html>.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 102 : Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2010-2011¹, 2011-2012¹, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 ³
Amos	38	32	32	53
Baie-Comeau	102	104	82	61
Chicoutimi	76	120	130	84
Hull	304	321	301	280
Leclerc de Laval ²	-	-	28	133
Montréal	1 034	1 073	1 539	1 105
New Carlisle	103	105	106	80
Percé	21	7	27	36
Québec (femmes)	84	112	111	110
Québec (hommes)	717	697	649	573
Rimouski	157	144	144	107
Rivière-des-Prairies	32	24	54	56
Roberval	120	114	106	92
Sept-Îles	46	49	53	36
Sherbrooke	306	334	358	369
Sorel	85	63	80	79
St-Jérôme	156	241	245	309
Tanguay	224	174	241	247
Trois-Rivières	301	315	285	276

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des Études des crédits antérieurs.

² Ouverture de l'Établissement de détention Leclerc de Laval à la fin du mois d'octobre 2014.

³ Les données sont pour 10 mois (1^{er} avril au 31 janvier).

Note: Les sources des données proviennent des publications mensuelles intitulées « Portrait quant au respect des délais / évaluations du risque et des besoins » et « Portrait quant au respect des délais / évaluations sommaires ». Le calcul est réalisé dans l'année de l'atteinte du sixième de la sentence et concerne le nombre d'évaluations des personnes sentencées à une peine de moins de 6 mois et de 6 mois et plus.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 103 : Les résultats et rapports relatifs au projet-pilote mettant en œuvre de nouvelles modalités d'évaluation de la réinsertion sociale des détenus en janvier 2013¹, visant à permettre de diminuer le temps de production des évaluations et ainsi d'augmenter le nombre d'évaluations produites, tout en s'assurant de leur qualité.

Les efforts investis au cours des dernières années afin d'améliorer les taux de production des évaluations ont permis des progrès considérables, particulièrement quant au respect des délais requis.

Évolution du taux d'évaluations produites en détention pour les sentences de 6 mois et plus

2014-2015	2015-2016 ²	Variation
95 %	96 %	+ 1 %

Évolution du taux d'évaluations produites avant le 1/6 pour les sentences de 6 mois et plus

2014-2015	2015-2016 ²	Variation
50 %	74 %	+ 24 %

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2015-2016).

² Données des 11 premiers mois de l'année.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 104 : Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.

À la suite de diverses études concernant l'évaluation des personnes soumises à de courtes peines d'emprisonnement, une mise à jour des outils utilisés par les agents des services correctionnels pour évaluer les personnes contrevenantes a été réalisée. Ainsi, le *Profil de prise en charge* utilisé pour les peines de 30 jours et moins ainsi que l'*Évaluation sommaire* utilisée pour les personnes prévenues depuis plus de 21 jours ou purgeant une peine d'incarcération de plus de 30 jours ont été remodelés en fonction de la lecture d'évaluations produites en établissement de détention au cours de l'année 2013, ainsi qu'une consultation faite auprès d'agents des services correctionnels (ASC) attitrés à l'évaluation des personnes. Donc, à partir des formulaires d'évaluation existants, de nouveaux outils d'évaluation ont été élaborés pour les personnes condamnées à des peines de moins de six mois.

Le formulaire *Évaluation pour courtes sentences et détention provisoire* a été modelé à partir du formulaire d'*Évaluation sommaire* et le *Profil de prise en charge* a quant à lui, été bonifié à partir du formulaire existant. Ces changements ont été apportés dans le but de mieux cibler l'information requise à la prise en charge de la personne contrevenante, notamment au plan de l'encadrement et des besoins. Pour ajouter une composante actuarielle et permettre la détermination d'un niveau de risque de récidive, l'*Évaluation pour courtes sentences et détention provisoire* comportait également une grille de cotation s'appuyant sur le nouvel outil qui a été développé pour les sentences de six mois et plus, soit l'ORAC-PCQ.

Un projet pilote pour expérimenter ces nouveaux outils d'évaluation s'est terminé à l'automne 2015. L'analyse de celui-ci est en cours, mais les résultats préliminaires permettent de voir que certains éléments du formulaire de rédaction de l'*Évaluation pour courtes sentences et détention provisoire* s'avèrent intéressants et appréciés des utilisateurs. La grille de cotation n'a toutefois pas atteint l'objectif visé. En plus d'alourdir le processus d'évaluation, les participants au projet pilote sont d'avis qu'elle n'a pas apporté de plus-value pour la prise en charge de la personne contrevenante. Quant au nouveau *Profil de prise en charge*, il a été fort apprécié de tous. Précisons également qu'il a été expérimenté sur la clientèle purgeant une peine de 60 jours et moins plutôt que 30 jours et moins et que cette avenue s'est avérée très intéressante en répondant à nos besoins relativement à la prise en charge de la personne tout en diminuant le temps requis pour l'évaluation de celle-ci.

Cette expérimentation s'avère donc malgré tout concluante et entrainera des modifications au cours de la prochaine année quant aux pratiques en matière d'évaluation des personnes contrevenantes purgeant une peine de moins de six mois.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 105 : Pour 2014-2015 et 2015-2016¹, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST suite à une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale².

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2014	2015
Amos	-	-
Baie-Comeau	1	1
Chicoutimi	-	-
Havre-Aubert	-	-
Hull	-	1
Leclerc de Laval	-	-
Montréal	6	3
New Carlisle	-	-
Percé	-	-
Québec (femmes)	-	-
Québec (hommes)	21	15
Rimouski	-	-
Rivière-des-Prairies	1	-
Roberval	-	-
Sept-Îles	-	-
Sherbrooke	-	2
Sorel	-	-
St-Jérôme	1	4
Tanguay	1	1
Trois-Rivières	-	1

¹ Prendre note que le Fonds fonctionne en années civiles. Les chiffres indiqués sont pour janvier à décembre.

² À préciser que chaque Fonds local fait la demande auprès de la CNESST et non le Fonds central.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 106 : Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.

Établissement	2015-2016 (6 mois)	
	Absentéisme ¹	
	Nb d'heures d'absences ²	Taux d'absentéisme ³
TOTAL	177 630	6,4 %
Amos	6 845	7,6 %
Baie-Comeau	3 848	8,3 %
Chicoutimi	6 321	9,0 %
Hull	5 452	4,5 %
Maison Tanguay	7 521	8,2 %
Montréal	29 239	5,7 %
New Carlisle et Havre-Aubert	2 490	5,2 %
Leclerc de Laval ⁴	8 222	6,2 %
Percé	2 458	7,1 %
Québec	29 182	7,8 %
Rimouski	3 699	5,0 %
Rivière-des-Prairies	34 123	8,6 %
Roberval	3 519	6,4 %
Sept-Îles	2 090	8,7 %
Sherbrooke	7 690	6,2 %
Sorel	3 096	4,2 %
St-Jérôme	11 611	5,2 %
Trois-Rivières	10 223	8,7 %

¹ L'absentéisme comprend les motifs : maladie, accidents du travail et assurance-salaire.

² Le nombre d'heures d'absence correspond au: nombre de jours d'absence (mesure extraite de Média) multiplié par 8.

³ Le taux d'absentéisme correspond aux : années-personne d'absence de maladie, accidents du travail et assurance-salaire, par rapport aux années-personnes en lien d'emploi des ASC.

⁴ Ouverture du nouvel établissement de détention Leclerc de Laval en 2014.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieure.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 107 : Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les centres de détention pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Ventilation par centre de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES	DÉPENSES DES TRANSFERTS ¹
	2015-2016 (11 mois)	2015-2016 (11 mois) (en \$)
Amos	1 496	217 981
Baie-Comeau	755	177 866
Chicoutimi ²	546	51 759
Maison Tanguay ³	747	
Montréal ³	4 225	200 766
Rivière-des-Prairies ³	4 862	
Leclerc de Laval ⁴	472	-
Québec (femmes)	408	
Québec (hommes)	3 496	588 517
Hull	1 112	99 097
New Carlisle	307	
Havre-Aubert	3	51 318
Percé	76	16 465
Rimouski	627	81 398
Roberval	485	53 164
Sept-Îles	169	2 967
Sherbrooke	939	144 073
Sorel	2 680	85 549
St-Jérôme	4 275	490 656
Trois-Rivières	1 287	78 695

¹ La dépense en salaire tient compte des heures faites en temps régulier et supplémentaire. Elle tient également compte des heures d'absences des temps complet affectés à cette activité.

² Fermeture de l'établissement de détention de Chicoutimi en décembre 2015.

³ Les transferts sont effectués par la direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.

⁴ Les transferts sont effectués par d'autres établissements de détention.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années antérieures.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 108 : Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention et les palais de Justice (pour comparaison) pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Ventilation par centre de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES (COMPARUTIONS)	DÉPENSES DES TRANSFERTS ¹ (COMPARUTIONS)
	2015-2016 (11 mois)	2015-2016 (11 mois) (en \$)
Amos	3 370	383 302
Baie-Comeau ²	655	-
Chicoutimi ³	1 630	10 776
Maison Tanguay ⁴	3 133	
Montréal ⁴	9 331	2 063 052
Rivière-des-Prairies ⁴	15 492	
Leclerc de Laval ⁵	189	-
Québec (femmes)	946	
Québec (hommes)	8 602	302 809
Hull	5 332	33 071
New Carlisle	610	
Havre-Aubert	2	112 889
Percé	-	-
Rimouski	1 333	86 580
Roberval	1 545	57 830
Sept-Îles	882	13 422
Sherbrooke	6 099	108 011
Sorel	2 733	313 058
St-Jérôme	12 543	582 357
Trois-Rivières	3 583	320 907

¹ La dépense en salaire tient compte des heures faites en temps régulier et supplémentaire. Elle tient également compte des heures d'absences des temps complet affectés à cette activité.

² Le palais de justice étant à proximité de l'établissement de détention, cela ne génère aucuns frais de transport relatifs aux comparutions.

³ Fermeture de l'établissement de détention de Chicoutimi en décembre 2015.

⁴ Les comparutions sont effectuées par la direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.

⁵ Les comparutions sont effectuées par d'autres établissements de détention.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années antérieures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 110 : Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2010-2011¹, 2011-2012¹, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Ventilé par établissement de détention.

La direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique considère essentiel de créer et de maintenir, dans les établissements de détention, un environnement sécuritaire qui permet aux membres du personnel et aux personnes incarcérées d'évoluer dans un milieu favorisant la prise en charge de leurs responsabilités respectives. Pour ce faire, les agents des services correctionnels procèdent de façon régulière à la fouille des cellules et de tout autre emplacement situé à l'intérieur et à l'extérieur des établissements de détention. Ces activités de fouille peuvent être effectuées à n'importe quel moment et aussi souvent que requis. Toutefois, elles ne sont pas toutes inscrites dans un registre puisque certaines d'entre elles ne nécessitent pas la rédaction d'un rapport.

Il est important de préciser qu'une activité de fouille peut consister en la fouille d'une cellule, ou de toutes les cellules d'un même secteur, ou de l'ensemble des secteurs d'un établissement de détention. De plus, des regroupements sont parfois effectués lors de la compilation des données, ce qui peut expliquer les écarts significatifs en ce qui a trait au nombre d'activités de fouille d'un établissement à l'autre.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	ACTIVITÉS DE FOUILLE		
	2013-2014	2014-2015	2015-2016 ⁵
Amos	44	31	N/D
Baie-Comeau	37	43	N/D
Chicoutimi	10	10	N/D
Hull ²	418	405	N/D
Laval ³	S. O.	16	N/D
Maison Tanguay	150	199	N/D
Montréal	408	480	N/D
New Carlisle	7	9	N/D
Percé	19	8	N/D
Rimouski	56	34	N/D
Québec ⁴	1 122	446	N/D
Rivière-des-Prairies	127	107	N/D
Roberval	7	8	N/D
St-Jérôme	143	161	N/D
Sept-Îles	26	35	N/D
Sherbrooke	44	27	N/D
Sorel	14	42	N/D
Trois-Rivières	85	80	N/D

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des Études des crédits antérieurs

² Pour l'établissement de détention de Hull, inclut les activités de fouille circonstancielle à partir de l'année financière 2013-2014

³ L'établissement de détention Leclerc de Laval accueille des personnes incarcérées de la DGSC depuis le 20 octobre 2014 seulement

⁴ La ventilation des chiffres liés aux activités de fouille a été revue par l'Établissement de détention de Québec (EDQ) en 2014-2015. La nouvelle façon de ventiler les données s'harmonise maintenant à celle utilisée par les autres établissements.

⁵ Les données de 2015-2016 seront disponibles uniquement à la fin du mois de mai 2016

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 110 : Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2010-2011¹, 2011-2012¹, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Ventilé par établissement de détention.

Liste des items saisis (interdits ou non-autorisés) recensés dans les établissements de détention pour les années 2013-2014 et 2014-2015 ⁶ :

accumulation de boîtes	batterie artisanale	cassette audio	eau de javel	liste de clients	perche artisanale	taraud (outil)
accumulation de carton	batterie (de cellulaire et de Xbox)	CD	écouteurs	liste de transactions	petit moteur rotatif	télécommande
accumulation de journaux	batterie modifiée	ceinture non conforme	égraineuse	livre à couverture rigide	photo de nudité	télécommande artisanale
accumulation de literie	batterie/pile (AA, AAA, etc.)	cendrier artisanal	encre	lunettes de soleil	pic artisanal	téléphone cellulaire
accumulation de livres	bijou artisanal	cendrier modifié	épingle à couche	machette artisanale	pince à cils	télévision
accumulation de médicaments	bijou	chandelle artisanale	espadrille avec semelle décollée	machine à rouler les cigarettes	pince-notes	tige de métal
accumulation de nourriture	bobine de fil	chargeur (booster pack)	exacto artisanal	machine à tatouage artisanale	pipe	timbre de nicotine (Nicoderme)
accumulation de papier	bobine de fil de cuivre	chargeur artisanal	fil de chargeur	mandat poste	plante	tondeuse
accumulation de produits hygiéniques	boîte de conserve non conforme	chargeur solaire	fil de chargeur modifié	manette de Xbox	plexiglas	tournevis
accumulation de savon	bonbonne parfum en aérosol	chaudière	fiole	marqueur sharpie	poils haltère artisanal	tube
accumulation de vaisselle	boucle de ceinture non conforme	cigarettes	fronde	matraque artisanale	poignée artisanale	tube de colle
accumulation de vêtements	boulon	ciseaux	foret	mèche pour perceuse	poing américain artisanal	tube Orajel
accumulation d'ordures	bouteille Ensure	clé	Game Boy		poivrière	vaporisateur de nitroglycérine
adaptateur	briquet	clé de menotte	gant de cuir	médicament nécessitant une ordonnance (seroquel, méthadone, stéroïde, etc.)	porte-serviette artisanal	veilleuse
affiche	briquet à gaz type Gun	clé de menotte artisanale	gant de fouille	microphone mains libres	poudre explosive	ventilateur
agrafeuse	briquet artisanal	clou	gant de latex	monnaie (pièce de)	poudre pour bébé	vibrateur artisanal
aiguille	broche	collage antipolicier	gommette	montre téléphone cellulaire	produit nettoyant (Old Dutch/Comet)	vis
aiguiseur	brosse à cheveux modifiée	colle contact	grille-pain abîmé	montre-bracelet	protéine	
aimant	brosse à dents	collier de perles	haut-parleur artisanal	morceau de cuivre	radio (morceau)	
alcool frelaté	brosse à dents électrique	contenant de gel à raser	huile à massage	morceau de fer	rasoir	
allume-cigarette	cabaret de plastique (cuisine)	contenant de métal avec miroir	image obscène	morceau de grillage	revue pornographique	
allumettes	câble électrique	corde à linge artisanale	inhalateur pour l'asthme	morceau de métal	rideaux	
antenne artisanale	câble USB	corde artisanale	iPad	morceau de serpillère	rince-bouche	
appareil Bluetooth	cadenas	coupe-ongles	iPod	moteur de lecteur CD	roche/caillou	
argent en papier (billet de banque)	cagoule	couteau à beurre	jeu de société	objet cylindrique	ruban adhésif	
arme artisanale	cahier à spirale	couteau de poche	lame de grattoir	ordinateur portable	ruban électrique vert	
baguette artisanale	calculatrice	couvre batterie de cellulaire	lame de rasoir	ouvre-boîte	sac de plastique	
baladeur	canne de vernis	craies	lampe munie d'une loupe	papier à rouler	seringue	
balance	carte d'appel	crayon surligneur	lampe portable	papier aluminium	seringue artisanale	
balance électronique	carte mémoire	créatine	lecteur CD	papier Mika	soie dentaire	
banc de toilette	carte SIM pour cellulaire	décapant à peinture	lecteur MP3	papier sablé	stupéfiant divers (haschisch, cannabis, poudre blanche, etc.)	
bandage élastique	cartouche d'arme à feu	dentifrice	lien artisanal (bois, métal, corde, tissus)	servant à passer des articles d'une cellule peinture à une autre (cheval)	tabac en vrac	
barre de métal	casquette rouge	DVD				

⁶ La liste des items saisis dans les établissements de détention est similaire d'une année à l'autre.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 112 : Efforts déployés pour maximiser le nombre de personnes contrevenantes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits.

Le centre résidentiel communautaire (CRC) Kapatakan Gilles Jourdain héberge des personnes contrevenantes depuis le mois de mars 2014. La Direction générale des services correctionnels maintient ses efforts pour épauler la ressource dans ses démarches afin qu'elle puisse se faire connaître et acquière une certaine notoriété. La particularité des services offerts et les méthodes d'interventions traditionnelles utilisées par le CRC se doivent d'être présentées aux différents acteurs susceptibles de contribuer au succès de la ressource. Pour ce faire, différentes actions ont été menées :

- envoi des dépliants présentant la ressource à l'ensemble des unités du réseau des Services correctionnels;
- identification rapide des détenus innus hébergés dans les établissements de détention de Baie-Comeau et de Sept-Îles afin que ceux qui le souhaitent soient évalués rapidement par la ressource;
- présentation par la ressource du programme de guérison aux commissaires de la Commission québécoise des libérations conditionnelles en vidéoconférence;
- présentation par la ressource du programme de guérison aux intervenants parajudiciaires autochtones du Québec;
- interventions personnalisées auprès des établissements de détention où est présente la clientèle autochtone innue;
- portes ouvertes pour les partenaires de Sept-Îles (magistrature, avocats et procureurs);
- maintien de liens étroits avec la direction du CRC pour, notamment, arrimer nos pratiques et échanger sur les modalités de référence, et ce, par le biais d'un comité de suivi composé de membres de la ressource et des Services correctionnels;
- rencontre d'information tenue en cours d'année en présence des procureurs de la couronne et de la défense de la Côte-Nord;
- présentation générale de la ressource et de la clientèle visée dans le cadre du Séminaire sur la justice autochtone de la Cour du Québec en février 2016, ainsi que remise du dépliant de la ressource à chacun des participants du séminaire.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 113 : Nombre total de personnes ayant fréquenté le centre Kapatak an Gilles Jourdain en 2014-2015 et en 2015-2016.

ANNÉE FINANCIÈRE	NOMBRE DE PERSONNES¹ AYANT FRÉQUENTÉ LE CENTRE KAPATAKAN GILLES JOURDAIN
2014-2015	12
2015-2016 ²	12

¹ Une personne dont le séjour chevauche deux années financières est comptabilisée dans chacune des années. Une personne qui effectue plusieurs séjours distincts dans la même année est comptabilisée une seule fois.

² Les données sont pour 11 mois

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 114 : Pour les années 2012 à aujourd'hui, les diètes religieuses accordées aux détenus; le nombre de repas, leur coût unitaire et le coût total pour les repas casher et les repas halal.

DIÈTES RELIGIEUSES ACCORDÉES AUX DÉTENUS	ANNÉE FINANCIÈRE	
	2014-2015 ¹	2015-2016 ²
Nombre de repas casher ³	10 227	11 759
Coût unitaire des repas casher	5,25 \$	6,98 \$
Coût total repas casher	53 693 \$	82 068 \$
Nombre de repas halal ³	99 313	91 988
Coût unitaire des repas halal ⁴	3,61 \$	4,10 \$
Coût total repas halal	358 081 \$	377 524 \$

¹ Dépense réelle au 31 mars 2015.

² Dépense au 17 mars 2016 annualisée.

³ Estimé du nombre de repas servis.

⁴ Comprend les coûts de main d'oeuvre.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 115 : Nombre d'incidents* impliquant des drones répertoriés 2014-2015 et 2015-2016 par établissements de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2014-2015	2015-2016
Amos	-	1
Baie-Comeau	-	-
Chicoutimi	-	-
Hull	-	-
Leclerc de Laval	-	-
Montréal	8	22
New Carlisle	-	-
Percé	-	-
Québec	-	-
Rimouski	1	-
Rivière-des-Prairies	5	3
Roberval	-	-
Sept-Îles	-	-
Sherbrooke	-	-
Sorel	1	-
St-Jérôme	3	1
Tanguay	-	-
Trois-Rivières	-	1

* Comprend le nombre d'observation et de saisie

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 116 : Nombre de détenus ayant bénéficié de traitements de zoothérapie dans chacun des établissements de détention, pour chaque année depuis l'instauration de ce traitement et la durée de chacun des traitements offerts par détenu.

Les données peuvent être consultées sur le site Internet du ministère de la Sécurité publique dans la rubrique Décisions et documents transmis dans le cadre d'une demande d'accès à l'adresse suivante : <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/acces-a-l-information.html>. Cette demande d'accès a été traitée à partir des rapports d'activités du Fonds de soutien à la réinsertion sociale qui incluent les activités offertes par les Commissions scolaires. Le coût des traitements de zoothérapie est assumé par les Fonds locaux de soutien à la réinsertion sociale ou par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur à l'exception d'un seul cas.

En effet, pour les exercices financiers 2011-2012 et 2012-2013, une personne sous la responsabilité des Services correctionnels du Canada (SCC) mais détenue à l'Établissement de détention de Saint-Jérôme en vertu d'une entente intergouvernementale a eu accès à des traitements individuels de zoothérapie sur une période d'un an et demi. En vertu de son statut fédéral, cette personne devait bénéficier des mêmes programmes auxquels elle aurait eu accès dans un établissement de détention fédéral.

L'entente intergouvernementale, Accord Québec-Canada, prévoit le remboursement d'un montant journalier pour les personnes incarcérées sous responsabilité fédérale, présentes dans un établissement de détention de la Direction générale des services correctionnels.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 117 : Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2013-2014¹, 2014-2015¹ et 2015-2016.

Voir document ci-joint.

La période de référence est du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016.

¹ Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs (2014-2015 et 2015-2016).

QP2 - 117 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2015-2016

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2007-11-13G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Glissement de terrain survenu en bordure du chemin Maillox, dans la ville de La Malbaie			
	03	CAPITALE-NATIONALE	M	188 457 \$
		Sous-total		188 457 \$
2008-07-31G	Programme général d'aide financière lors de sinistres - Pluies abondantes survenues entre le 31 juillet et le 3 août 2008, dans des municipalités du Québec			
	11	GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	135 109 \$
		Sous-total		135 109 \$
2008-04-02G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Dommages causés à la côte de l'Église, dans la municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly, en raison d'un glissement de terrain survenu en avril 2008			
	12	CHAUDIÈRE/APPALACHES	M	10 269 \$
		Sous-total		10 269 \$
2008-04-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Dommages causés à la route Édouard-VII, dans la municipalités de Saint-Philippe en raison d'un glissement de terrain survenu le 21 avril 2008			
	16	MONTÉRÉGIE	M	92 861 \$
		Sous-total		92 861 \$
2010-09-30G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues les 30 septembre et 1 ^{er} octobre 2010, dans des municipalités du Québec			
	02	SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	M	43 974 \$
		Sous-total		43 974 \$
2010-12-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues les 1 ^{er} et 2 décembre 2010, dans des municipalités du Québec			
	14	LANAUDIÈRE	P	64 077 \$
		Sous-total		64 077 \$
113-2011 2010-12-06S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux sinistres survenus du 5 au 7 décembre 2010 et du 13 décembre 2010 au 10 janvier 2011 sur le territoire des régions administratives du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	M	261 146 \$
	01	BAS-SAINT-LAURENT	P	11 699 \$
	09	CÔTE-NORD	M	42 808 \$
	11	GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	8 300 \$
	11	GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	762 981 \$
		Sous-total		1 086 934 \$
2011-03-25S	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol dans la municipalité de Saint-Jude et dans la municipalité de Saint-Louis			
	16	MONTÉRÉGIE	M	1 531 674 \$
		Sous-total		1 531 674 \$
493-2011 2011-04-10S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 10 avril au 6 mai 2011, dans des municipalités du Québec			
	05	ESTRIE	M	52 754 \$
	16	MONTÉRÉGIE	E	7 286 \$
	16	MONTÉRÉGIE	M	203 578 \$
	16	MONTÉRÉGIE	P	377 900 \$
		Sous-total		641 518 \$
960-2011 2011-06-23S	Programme d'aide financière spécifique – Pluies abondantes survenues les 23 et 24 juin 2011 et aux imminences de mouvements de sol s'y rattachant, dans des municipalités du Québec			
	07	OUTAOUAIS	M	516 512 \$
	07	OUTAOUAIS	P	5 651 \$
		Sous-total		522 163 \$
961-2011 2011-08-28S	Programme d'aide financière spécifique – Pluies abondantes et aux vents violents survenus les 28 et 29 août 2011 et aux imminences de mouvements de sol s'y rattachant, dans des municipalités du Québec			
	02	SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	M	268 724 \$
	03	QUEBEC	M	191 889 \$
	12	CHAUDIÈRE/APPALACHES	M	63 254 \$
	12	CHAUDIÈRE/APPALACHES	P	2 197 \$
		Sous-total		526 064 \$
2012-01-24G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au rang Chaffers, dans la ville de Saint-Césaire, en raison de mouvements de sol			
	16	MONTÉRÉGIE	M	180 000 \$
		Sous-total		180 000 \$

Source :
Direction du rétablissement
27 février 2015

À noter que les données proviennent
des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

QP2 - 117 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2015-2016

58

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2012-03-08G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 8 au 22 mars 2012, dans des municipalités du Québec			
	03 QUEBEC		E	2 542 \$
	03 QUEBEC		P	4 109 \$
			Sous-total	6 651 \$
358-2012 2011-11-30S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues le 30 novembre 2011, dans la paroisse de Saint-Côme			
	14 LANAUDIÈRE		M	21 685 \$
			Sous-total	21 685 \$
2012-03-12G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au chemin de la Rivière-DeLisle Sud et au chemin de la Rivière-Rouge, dans la ville de Coiteau-du-Lac, en raison de mouvements de sol			
	16 MONTÉRÉGIE		M	28 321 \$
			Sous-total	28 321 \$
2012-05-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 10 mai 2012, dans des municipalités du Québec			
	09 CÔTE-NORD		M	640 000 \$
			Sous-total	640 000 \$
2012-06-04G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Résidence principale sise au 703-709, rue Duberger, dans la ville de Saguenay, arrondissement La Baie			
	02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN		P	11 938 \$
			Sous-total	11 938 \$
2012-06-13G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés par un glissement de terrain survenu le 13 juin 2012, en bordure du rang du Bas-de-la-Rivière, dans la ville de Nicolet			
	17 CENTRE-DU-QUÉBEC		M	37 187 \$
			Sous-total	37 187 \$
2012-10-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au chemin de la Haute-Rivière, dans la ville de Châteauguay, en face du numéro 550, par un mouvement de sol			
	16 MONTÉRÉGIE		M	866 510 \$
			Sous-total	866 510 \$
2013-01-31G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations, vents violents et pluies verglaçantes survenus le 31 janvier 2013, dans des municipalités du Québec			
	17 CENTRE-DU-QUÉBEC		E	10 718 \$
			Sous-total	10 718 \$
2013-03-12G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 12 au 14 mars 2013, dans des municipalités du Québec			
	11 GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE		M	25 817 \$
			Sous-total	25 817 \$
2013-03-30G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au chemin Benjamin, dans la municipalité de Saint-Honoré, à la suite d'un glissement de terrain survenu en mars 2013			
	02 Saguenay/Lac-Saint-Jean		M	25 000 \$
			Sous-total	25 000 \$
2013-04-19G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 19 au 22 avril 2013, dans des municipalités du Québec			
	03 CAPITALE-NATIONALE		P	1 940 \$
	08 ABITIBI-TÉMISCAMINGUE		P	13 753 \$
			Sous-total	15 693 \$
2013-05-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au rang du Rapide Nord, dans la municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade, à la suite d'un mouvement de sol			
	04 Mauricie		M	40 000 \$
			Sous-total	40 000 \$
2013-05-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au chemin du Sud-de-la-Rivière, dans la municipalité de Rivière-Ouelle, à la suite d'un glissement de terrain survenu en mai 2013			
	01 Bas-St-Laurent		M	45 000 \$
			Sous-total	45 000 \$

Source :
Direction du rétablissement
27 février 2015

À noter que les données proviennent
des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

QP2 - 117 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2015-2016

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2013-05-12G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au chemin Saint-Étienne, dans la municipalité de Petit-Saguenay, à la suite d'un glissement de terrain survenu le 12 mai 2013			
	02 Saguenay/Lac-Saint-Jean		M	162 747 \$
		Sous-total		162 747 \$
2013-05-17G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tremblement de terre survenu le 17 mai 2013, dans la municipalité de Thorne			
	07 OUTAOUAIS		P	60 799 \$
		Sous-total		60 799 \$
2013-05-31G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 31 mai 2013, dans des municipalités du Québec			
	01 Bas-St-Laurent		M	120 250 \$
	03 Capitale-Nationale		E	11 310 \$
	03 Capitale-Nationale		M	125 386 \$
	03 Capitale-Nationale		P	25 915 \$
	12 Chaudière-Appalaches		P	40 579 \$
		Sous-total		323 439 \$
2013-06-26G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 26 juin 2013, dans des municipalités du Québec			
	17 Centre-du-Québec		M	24 752 \$
		Sous-total		24 752 \$
2013-07-06S	Programme d'aide financière spécifique relatif à un accident ferroviaire survenu le 6 juillet 2013, dans la ville de Lac-Mégantic			
	03 Capitale-Nationale		O	117 195 \$
	05 Estrie		E	820 701 \$
	05 Estrie		M	250 558 \$
	05 Estrie		P	112 207 \$
	06 Montréal		O	250 000 \$
		Sous-total		1 550 661 \$
2013-08-23G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 476-478, rue Omer, dans la ville de Saguenay, arrondissement Chicoutimi			
	02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN		P	23 151 \$
		Sous-total		23 151 \$
2013-08-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 1611-1613, boulevard de la Grande-Baie Sud, dans la ville de Saguenay, arrondissement La Baie			
	02 Saguenay/Lac-Saint-Jean		P	24 616 \$
		Sous-total		24 616 \$
2013-09-02G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 2 septembre 2013, dans la ville de Magog			
	05 Estrie		E	605 \$
	05 Estrie		M	51 342 \$
	05 Estrie		P	500 \$
		Sous-total		52 447 \$
2013-11-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 1 ^{er} novembre 2013, dans les cantons unis de Stoneham-et-Tewkesbury			
	03 Capitale-Nationale		M	1 677 \$
	03 Capitale-Nationale		P	18 620 \$
		Sous-total		20 297 \$
2013-12-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2013 au 31 janvier 2014, dans des municipalités du Québec			
	04 Mauricie		M	6 541 \$
	14 Lanaudière		M	28 916 \$
		Sous-total		35 457 \$
2013-12-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête de pluie verglaçante, de neige et de grésil survenue le 22 décembre 2013, dans des municipalités du Québec			
	05 Estrie		E	28 644 \$
	05 Estrie		M	283 562 \$
	16 Montérégie		M	121 462 \$
		Sous-total		433 668 \$

Source :
Direction du rétablissement
27 février 2015

À noter que les données proviennent
des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

QP2 - 117 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2015-2016

78

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2014-01-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 11 au 15 janvier 2014, dans des municipalités du Québec			
	05	Estrie	E	22 920 \$
	05	Estrie	M	110 000 \$
	05	Estrie	P	1 955 \$
		Sous-total		134 874 \$
2014-04-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 5 au 9 avril 2014, dans des municipalités du Québec			
	01	Bas-St-Laurent	M	121 245 \$
	01	Bas-St-Laurent	P	42 121 \$
	02	Saguenay/Lac-Saint-Jean	P	1 887 \$
	03	Capitale-Nationale	E	76 591 \$
	03	Capitale-Nationale	M	47 077 \$
	04	Capitale-Nationale	P	1 258 733 \$
	04	Mauricie	M	9 347 \$
	05	Estrie	E	58 652 \$
	05	Estrie	M	23 341 \$
	05	Estrie	P	199 284 \$
	07	Outaouais	M	180 000 \$
	08	Abitibi-Témiscamingue	P	6 343 \$
	11	Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	P	5 965 \$
	12	Chaudière-Appalaches	E	637 221 \$
	12	Chaudière-Appalaches	M	297 302 \$
	12	Chaudière-Appalaches	P	2 102 061 \$
	14	Lanaudière	M	248 144 \$
	14	Lanaudière	P	188 828 \$
	16	Montréal	O	3 909 \$
	16	Montréal	P	34 631 \$
	17	Centre-du-Québec	E	889 \$
	17	Centre-du-Québec	P	73 365 \$
		Sous-total		5 616 937 \$
2014-04-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies et dégel printanier survenus du 10 au 22 avril 2014 ayant causé des glissements de terrain, dans des municipalités du Québec			
	03	Capitale-Nationale	P	170 572 \$
	04	Mauricie	P	1 313 \$
	15	Laurentides	M	339 318 \$
	15	Laurentides	P	32 046 \$
	16	Montréal	M	25 000 \$
		Sous-total		568 249 \$
2014-06-06G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondation survenue le 6 juin 2014, dans la municipalité de Grenville-sur-la-Rouge			
	15	Laurentides		44 208 \$
		MUNIC		44 208 \$
2014-06-12G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 12 et 13 juin 2014, dans des municipalités du Québec			
	04	Mauricie	P	22 293 \$
	12	Chaudière-Appalaches	M	41 290 \$
	14	Lanaudière	M	4 096 \$
	14	Lanaudière	P	14 668 \$
	15	Laurentides	M	25 000 \$
	15	Laurentides	P	39 560 \$
		Sous-total		146 907 \$
2014-06-18G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au chemin de la Rivière-Rouge, dans la municipalité de Grenville-sur-la-Rouge, à la suite d'un glissement de terrain survenu le 18 juin 2014			
	15	Laurentides	M	18 471 \$
		Sous-total		18 471 \$
2014-06-24G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 24 juin 2014, dans des municipalités du Québec			
	15	Laurentides	M	68 050 \$
		Sous-total		68 050 \$
2014-07-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents et pluies abondantes survenus le 1er juillet 2014, dans la municipalité de Pontiac			
	07	Outaouais	M	5 656 \$
		Sous-total		5 656 \$

Source :
Direction du rétablissement
27 février 2015

À noter que les données proviennent
des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

QP2 - 117 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2015-2016



Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2014-07-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 5 juillet 2014, dans des municipalités du Québec	11 Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	E	59 648 \$
		11 Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	M	270 805 \$
		11 Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	P	415 162 \$
		Sous-total		745 615 \$
		Sous-total		71 613 \$
2014-07-14G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au rang Bourgchemin Ouest, dans la municipalité de Saint-Hugues, à la suite d'un glissement de terrain survenu le 14 juillet 2014	16 Montérégie	M	71 613 \$
		Sous-total		71 613 \$
		Sous-total		56 483 \$
2014-07-16G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 385, 107 ^e Rue, dans la ville de Shawinigan, secteur Shawinigan-Sud	04 Mauricie	P	56 483 \$
		Sous-total		56 483 \$
		Sous-total		81 417 \$
2014-07-31G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au chemin du Petit-Brûlé, dans la municipalité de Rigaud, à la suite d'un glissement de terrain	16 Montérégie	M	81 417 \$
		Sous-total		81 417 \$
		Sous-total		1 167 \$
2014-08-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 10 août 2014, dans les cantons unis de Stoneham-et-Tewkesbury	03 Capitale-Nationale	M	1 167 \$
		Sous-total		1 167 \$
		Sous-total		9 000 \$
2014-08-13G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 13 et 14 août 2014, dans des municipalités du Québec	14 Lanaudière	M	9 000 \$
		Sous-total		9 000 \$
		Sous-total		30 401 \$
2014-08-26G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Incendie de tourbière et de forêt survenu du 26 au 29 août 2014, dans la municipalité de Saint-Modeste	01 Bas-St-Laurent	M	30 401 \$
		01 Bas-St-Laurent	O	73 707 \$
		Sous-total		104 108 \$
2014-10-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant les résidences principales sises aux 60-62 et 68, rue Saint-Dominique Ouest, dans la ville de Saguenay, arrondissement de Chicoutimi	02 Saguenay/Lac-Saint-Jean	P	98 976 \$
		Sous-total		98 976 \$
		Sous-total		3 793 \$
2014-11-26G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondation survenue les 26 et 27 novembre 2014, dans la municipalité de Rivière-à-Claude	11 Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	M	3 793 \$
		Sous-total		3 793 \$
		01 Bas-St-Laurent	M	33 290 \$
		03 Capitale-Nationale	M	43 878 \$
		05 Estrie	M	5 512 \$
2014-12-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2014 au 31 mars 2015, dans des municipalités du Québec	12 Chaudière-Appalaches	M	23 589 \$
		14 Lanaudière	M	102 001 \$
		16 Montérégie	M	82 707 \$
		17 Centre-du-Québec	M	64 607 \$
		Sous-total		355 584 \$
2014-12-25G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondation survenue le 25 décembre 2014, dans la municipalité de Longue-Rive	09 Côte-Nord	P	2 874 \$
		Sous-total		2 874 \$
		Sous-total		1 655 \$
2015-01-27G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête de neige survenue le 27 janvier 2015, dans des municipalités du Québec	12 Chaudière-Appalaches	O	1 655 \$
		Sous-total		1 655 \$

Source :
Direction du rétablissement
27 février 2015

À noter que les données proviennent
des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

QP2 - 117 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2015-2016

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2015-04-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 10 au 16 avril 2015, dans des municipalités du Québec			
	01 Bas-St-Laurent		M	9 369 \$
	11 Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine		M	2 067 \$
	11 Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine		P	220 539 \$
	12 Chaudière-Appalaches		M	1 730 \$
	12 Chaudière-Appalaches		P	154 363 \$
	15 Laurentides		M	7 476 \$
	17 Centre-du-Québec		M	18 352 \$
		Sous-total		413 896 \$
2015-04-15G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 120, rue Gagné, dans la ville de La Malbaie			
	03 Capitale-Nationale		P	1 794 \$
		Sous-total		1 794 \$
2015-05-07G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 160, route Marie-Victorin, dans la municipalité de Deschailions-sur-Saint-Laurent			
	17 Centre-du-Québec		P	174 558 \$
		Sous-total		174 558 \$
2015-06-09G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 9 et 10 juin 2015, dans des municipalités du Québec			
	03 Capitale-Nationale		E	70 123 \$
	03 Capitale-Nationale		M	119 600 \$
	03 Capitale-Nationale		P	371 931 \$
	05 Estrie		E	286 495 \$
	05 Estrie		M	903 034 \$
	05 Estrie		P	1 165 438 \$
		Sous-total		2 916 620 \$
2015-06-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondation survenue les 11 et 12 juin 2015, dans la municipalité de Bégin			
	02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN		P	137 \$
		Sous-total		137 \$
2015-06-19G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondation survenue le 19 juin 2015, dans la municipalité de Notre-Dame-de-Bonsecours			
	07 Outaouais		M	27 000 \$
		Sous-total		27 000 \$
2015-07-19G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 19 juillet 2015, dans des municipalités du Québec			
	05 Estrie		M	30 627 \$
		Sous-total		30 627 \$
2015-07-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 21 juillet 2015, dans la ville de Pohénégamook			
	01 Bas-St-Laurent		M	525 000 \$
	01 Bas-St-Laurent		P	270 303 \$
		Sous-total		795 303 \$
2015-07-27G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 27 juillet 2015, dans la paroisse de Saint-Odilon-de-Cranbourne			
	12 Chaudière-Appalaches		E	25 552 \$
	12 Chaudière-Appalaches		P	8 188 \$
		Sous-total		33 740 \$
2015-08-03G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 3 août 2015, dans la paroisse de Saint-Marc-du-Lac-Long			
	01 Bas-St-Laurent		M	377 \$
	05 Estrie		M	65 000 \$
		Sous-total		65 377 \$
2015-08-24G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 24 et 25 août 2015, dans des municipalités du Québec			
	02 Saguenay/Lac-Saint-Jean		M	276 \$
	03 Capitale-Nationale		E	29 548 \$
	03 Capitale-Nationale		M	325 000 \$
	03 Capitale-Nationale		P	38 101 \$
	9 Côte-Nord		M	16 000 \$
		Sous-total		408 924 \$

Source :

Direction du rétablissement
27 février 2015

À noter que les données proviennent
des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

QP2 - 117 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2015-2016

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2015-08-26G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 26 août 2015, dans des municipalités du Québec			
		01 Bas-St-Laurent	M	4 703 \$
		<u>Sous-total</u>		<u>4 703 \$</u>
2015-09-13G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 13 septembre 2015, dans des municipalités du Québec			
		15 Laurentides	M	47 000 \$
		<u>Sous-total</u>		<u>47 000 \$</u>
2015-10-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 116,route143, dans la municipalité de Ulverton			
		05 Estrie	P	100 084 \$
		<u>Sous-total</u>		<u>100 084 \$</u>
		TOTAL		22 665 052 \$

Légende - Type

- P : Particuliers - Dommages aux biens
- H : Hébergement
- S : Mouvements de sol (pour particuliers ou entreprises)
- E : Entreprises
- O : Organismes
- M : Municipalités

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 121 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie

Au 26 février 2016, les 103 autorités régionales ont déposé leur schéma de couverture de risques en sécurité incendie et 102 ont obtenu une attestation de conformité. La procédure d'attestation de la MRC de Beauce-Sartigan est en cours.

Ventilation par régions

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Bas-Saint-Laurent	8	-	-	La Matanie, La Matapédia, La Mitis, Rimouski-Neigette, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Kamouraska, Les Basques
Saguenay-Lac-Saint-Jean	5	-	-	Le Domaine-du-Roy, Le Fjord-du-Saguenay, Lac-Saint-Jean-Est, Maria-Chapdelaine, Saguenay
Capitale-Nationale	7	-	-	Charlevoix-Est, L'Île-d'Orléans, La Jacques-Cartier, Portneuf, Agglomération de Québec, La Côte-de-Beaupré, Charlevoix
Mauricie	6	-	-	Agglomération de La Tuque, Maskinongé, Shawinigan, Trois-Rivières, Mékinac, Les Chenaux
Estrie	7	-	-	Coaticook, Memphrémagog, Sherbrooke, Le Val-Saint-François, Le Haut Saint-François, Les Sources, Le Granit

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 121 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Ventilation par régions (suite)

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Montréal	1	-	-	Agglomération de Montréal
Outaouais	5	-	-	Les Collines-de-l'Outaouais, Gatineau, Papineau, La Vallée-de-la-Gatineau, Pontiac
Abitibi-Témiscamingue	5	-	-	Abitibi, Rouyn-Noranda, Témiscamingue, La Vallée-de-l'Or, Abitibi-Ouest
Côte-Nord	6	-	-	Le Golfe-du-Saint-Laurent, La Haute-Côte-Nord, Manicouagan, Minganie, Sept-Rivières, Caniapiscou
Nord-du-Québec	2	-	-	Administration régionale Kativik, Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6	-	-	Bonaventure, La Côte-de-Gaspé, La Haute-Gaspésie, Les Îles-de-la-Madeleine, Le Rocher-Percé, Avignon
Chaudière-Appalaches	9	-	1	Bellechasse, Les Etchemins, L'Islet, Lévis, Lotbinière, La Nouvelle-Beauce, Montmagny, Robert-Cliche, Les Appalaches <u>Processus d'attestation en cours</u> : Beauce-Sartigan

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 121 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Ventilation par régions (suite)

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Laval	1	-	-	Laval
Lanaudière	6	-	-	D'Autray, Les Moulins, Joliette, Matawinie, L'Assomption, Montcalm
Laurentides	8	-	-	Antoine-Labelle, Argenteuil, Les Laurentides, Les Pays-d'en-Haut, La Rivière-du-Nord, Thérèse-De Blainville, Deux-Montagnes, Mirabel
Montérégie	15	-	-	Acton, Brome-Missisquoi, Le Haut-Richelieu, Marguerite-D'Youville, Agglomération de Longueuil, Pierre-De Saurel, La Vallée-du-Richelieu, Vaudreuil-Soulanges, Les Maskoutains, Rouville, Le Haut-Saint-Laurent, Les Jardins-de-Napierville, Roussillon, Beauharnois-Salaberry, La Haute-Yamaska
Centre-du-Québec	5	-	-	Arthabaska, Bécancour, L'Érable, Drummond, Nicolet-Yamaska

Stratégies et orientations pour les schémas de couverture de risques en sécurité civile

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a priorisé la réalisation et la mise en œuvre des schémas de couverture de risques incendie par les MRC et les municipalités découlant de la Loi sur la sécurité incendie plutôt que de lancer la démarche municipale prévue à la Loi sur la sécurité civile dans laquelle s'inscrivait l'implantation des schémas de sécurité civile.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 122 : Détaille de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.

Peu importe le nombre d'habitants dans une municipalité :

- La municipalité est maître d'œuvre de la sécurité civile sur son territoire. Concrètement, lors d'un sinistre, la municipalité a la responsabilité première de mettre en place les mesures qui s'imposent pour protéger ses citoyens. Le rôle de la sécurité civile du MSP est de venir appuyer les municipalités dans ses actions. Le ministère est proactif dans ses interventions et s'assure que la municipalité a les ressources nécessaires pour répondre aux besoins des sinistrés.
- Lorsque des événements exceptionnels surviennent, le MSP est toujours prêt à soutenir les municipalités et intervenir en mettant à leur disposition les ressources et l'expertise des différents ministères et organismes, par l'intermédiaire des organisations régionales de sécurité civile et de l'Organisation de sécurité civile du Québec.
- Le MSP coordonne l'action gouvernementale et, lorsque la situation le requiert, dépêche du personnel sur les lieux pour aider les municipalités.

Aide financière :

- Le Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents permet d'accorder une aide financière aux municipalités pour le déploiement de mesures préventives temporaires, de mesures d'intervention ou de rétablissement, pour la réparation des dommages aux biens essentiels ainsi pour le développement de sites d'accueil si nécessaire. Le programme permet également d'accorder une aide financière aux particuliers et aux entreprises sinistrés.
- Ce programme est mis en œuvre dans les jours suivant le sinistre, ce qui permet aux municipalités touchées de recevoir une aide financière très rapidement.
- Au besoin, le MSP procède à l'ouverture de bureaux temporaires d'aide financière directement sur le territoire des municipalités touchées afin d'aider leurs sinistrés, autant les particuliers que les entreprises. Ces bureaux permettent de rencontrer les sinistrés et d'ouvrir leur réclamation d'aide financière. Des chèques peuvent être remis aux sinistrés dans les 24 à 48 h suivant la rencontre.
- Le montant de la participation financière de la municipalité selon ce programme est fixé en fonction de l'évaluation démographique de la municipalité. Les trois premiers dollars par habitant de dépenses admissibles sont assumés entièrement par la municipalité. Pour recevoir une aide financière, le montant des dépenses admissibles de la municipalité doit donc dépasser le triple de sa population. Par exemple, pour une municipalité de 100 000 habitants, ses dépenses admissibles doivent dépasser 300 000 \$ pour que le MSP lui accorde une aide financière.
- Si une municipalité est en difficulté financière lors du sinistre ou en raison du sinistre, le programme permet d'annuler, en tout ou en partie, sa participation financière après analyse de sa situation.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

QUESTION 123 : Échéancier et copie de la refonte (et des modifications) de la loi sur la sécurité civile.

Les documents visés par votre demande ne peuvent être communiqués en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 124 : Description des postes des employés des directions et bureaux régionaux de la sécurité civile.

DIRECTIONS	PERSONNEL DE SOUTIEN ET TECHNICIENS	PROFESSIONNELS	CADRES
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie ¹	46	132	16
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	1	6	1
Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord	2	5	1
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik	1	5	1
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec	1	5	1
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie	1	7	0
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides	2	7	1
Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec	2	5	1

¹ La direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie inclut les directions régionales

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

QUESTION 125 : Liste des règlements découlant de la Loi sur la sécurité civile.

Règlement sur les normes, les spécifications et les critères de qualité applicables aux centres d'urgence 9-1-1 et à certains centres secondaires d'appels d'urgence
http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=//S_2_3/S2_3R2.htm

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 129: La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police à la demande du Conseil du trésor pour 2014-2015 et 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.

Exercice financier 2014-2015

Mesures de réduction 2014-2015
avec récurrence sur les prochains exercices financiers
(en milliers de \$)

Masse salariale	
Non renouvellement d'employés occasionnels	528,8
Réduction du temps supplémentaire	52,6
Dépenses de fonctionnement	
Loyer	100,0
Autres mesures	65,3
Dépenses administratives	81,8
TOTAL	828,5

Exercice financier 2015-2016

Mesures de réduction 2015-2016
avec récurrence sur les prochains exercices financiers
(en milliers de \$)

Masse salariale		Masse salariale (mesures additionnelles)	
Non renouvellement d'employés occasionnels	528,8	Non renouvellement d'employés occasionnels	137,6
Réduction du temps supplémentaire	52,6	Non remplacement de retraites et départs	93,3
Dépenses de fonctionnement		Optimisation des ressources	125,0
Loyer	100,0		
Autres mesures	65,3		
Dépenses administratives	81,8		
TOTAL	828,5	TOTAL	355,9
GRAND TOTAL		1184,4	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 129: La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police à la demande du Conseil du trésor pour 2014-2015 et 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.

Prévisions - Exercice financier 2016-2017

Prévisions - Mesures de réduction 2016-2017
avec récurrence sur les prochains exercices financiers
(en milliers de \$)

Masse salariale	
Non renouvellement d'employés occasionnels	666,4
Réduction du temps supplémentaire	52,6
Non remplacement de retraites et départs	93,3
Optimisation des ressources	125,0
Total - masse salariale	937,3
Dépenses de fonctionnement	
Loyer	100,0
Autres mesures	65,3
Dépenses administratives	81,8
Total - dépenses de fonctionnement	247,1
Grand total	1184,4

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 140 : État de la mise en œuvre des modifications législatives à la Loi sur la police, dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.

Depuis l'entrée en vigueur du projet de loi 80, le 15 juin 2006, 454¹ demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière depuis le 3 novembre 2006. Le Comité de déontologie policière a rendu 451 décisions, dont 58 défavorables aux policiers requérants.

Au cours de l'année financière 2015-2016, 37 demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière qui, au cours de la même période, a rendu 35 décisions.

Les 2 dossiers restants sont soit en délibéré ou feront l'objet d'une décision au cours de l'exercice financier 2016-2017.

¹ Données en date du 17 mars 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 141 : Pour 2014-2015 et 2015-2016, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.

	Suicide ou tentative de suicide causant une blessure grave dans le cadre d'une intervention policière	Décès par balle ou blessure grave par balle dans le cadre d'une intervention policière	Décès ou blessure grave dans le cadre d'une intervention policière (autre que par balle)	Décès ou blessure grave à la suite d'une poursuite policière avec véhicule	Suicide ou tentative de suicide causant une blessure grave lors de la détention policière	Décès ou blessure grave lors de la détention policière
2009	5	11	6	15	2	1
2010	9	10	4	3	0	2
2011	7	22	2	6	0	0
2012	10	12	6	6	3	2
2013	19	10	2	5	2	1
2014	15	9	5	6	0	0
2015	10	14	11	4	1	1
2016¹	3	3	0	0	0	0

¹ Du 1^{er} janvier au 29 février 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 149 : Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.

Au mois d'avril 2014, la Protectrice du citoyen déposait un rapport concernant les délais d'investigation au Bureau du coroner. La Protectrice faisait alors état d'un délai moyen global (date de l'avis et date de fermeture du dossier) de l'ordre de 12,2 mois, et ce, pour 3 812 dossiers d'investigation terminés. De plus, à partir d'un échantillon aléatoire stratifié, les délais ont été mesurés pour différentes catégories (4) d'investigation. Elle demandait au Bureau du coroner de prendre des mesures (via le dépôt d'un plan d'action) afin de diminuer ces délais.

Le Bureau du coroner déposait le 5 juin 2014, son plan d'action visant notamment, à diminuer les délais d'investigation. Ce plan d'action est d'ailleurs disponible sur le site Internet du Bureau du coroner.

Vous trouverez ci-dessous, l'état de la situation des délais au 12 janvier dernier. À la suite du plan d'action, deux grands paramètres ont été développés : le premier concerne l'âge des dossiers d'investigation actifs, c'est-à-dire le futur, et le deuxième concerne l'âge des dossiers d'investigation terminés, qui est une mesure de la performance passée. Les résultats relatifs à ces deux paramètres sont les suivants :

Les dossiers d'investigation actifs

Le nombre de dossiers d'investigation actifs est passé de **3 658** le 5 janvier 2015 à **3 315** le 15 décembre 2015. **Il s'agit d'une baisse de 9 % du nombre de dossiers d'investigation actifs.**

Le délai moyen pondéré (par le nombre de dossiers) applicable aux dossiers d'investigation actifs est passé de 10,2 mois le 5 janvier 2015 à 7,5 mois le 15 décembre 2015. **Il s'agit d'une baisse de 26 % du délai.**

Le pourcentage de dossiers actifs dépassant 12 mois d'âge est passé de **28 %** le 5 janvier 2015 à **15 %** le 15 décembre 2015.

Les dossiers d'investigation terminés

Le nombre de dossiers d'investigation terminés pour **l'année 2013** se situait à **3 685** (excluant les entrées et les sorties de corps). Pour la période couvrant **l'année civile 2015**, ce nombre se situe à **4248**. Il s'agit d'une **progression de plus de 15 %** de la production.

Le délai moyen en mois (pondéré par tous les dossiers) pour l'ensemble des dossiers terminés en 2012, a été mesuré par la Protectrice du citoyen et il se situait alors à **12,2** mois. En **2013**, selon nos données, il se situait à **12,4** mois. Pour l'année 2014, ce délai se situait à **13,2** mois. Soulignons que cette situation était prévisible compte tenu de l'opération de rattrapage des retards accumulés. C'est pourquoi en 2015, ce délai se situe maintenant à **11,7** mois.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 149 : Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.

Les constats

Nos statistiques nous permettent de croire que les efforts mis en place pour réduire les délais de production commencent à porter des fruits.

Les efforts relatifs à la réduction des délais continueront. Un suivi personnalisé des délais d'investigation a été développé afin d'agir sur les cas les plus problématiques. De l'aide ponctuelle a été offerte à ceux qui le désiraient et la charge de travail de certains coroners a été rééquilibrée. Le Bureau du coroner reste vigilant quant à cette situation. De plus, la mise en place des nouveaux outils (GECCO, accès en ligne pour les coroners à certaines informations de la RAMQ, suivi par le MSSS des délais relatifs aux autopsies, la nomination récente de nouveaux coroners, etc.) contribuera à faire diminuer les délais.

La tendance à la baisse de l'âge des dossiers d'investigation actifs se poursuit. Cette tendance pourrait présager une baisse de l'âge des dossiers terminés au cours des prochains mois.

Plafonnement de l'âge des dossiers terminés, ce qui laisse présager une baisse des délais au cours des prochains mois.

Nous soulignons également que toute la question des délais d'investigation a fait l'objet d'une présentation spécifique, lors du colloque des coroners les 2 et 3 octobre 2015.

Nous suivons de près l'évolution de la situation. La cible que nous nous sommes fixée pour réduire graduellement nos délais à six mois d'ici 2017, nous apparaît toujours réaliste, mais les efforts pour y arriver devront demeurer constants.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 150 : État d'avancement des recommandations formulées par le Protecteur du citoyen, notamment en ce qui concerne les délais d'investigation.

Veillez vous référer à la question 149 du deuxième groupe de l'opposition en ce qui a trait aux délais d'investigation.

Concernant les recommandations de la Protectrice du citoyen, nous vous rappelons que :

- la Protectrice du citoyen a déposé son rapport le 17 avril 2014;
- que le rapport demandait au Bureau du coroner de produire un plan d'action afin d'assurer le suivi de ses recommandations, d'ici le 5 juin 2014;
- qu'un plan d'action a été déposé à la Protectrice du citoyen le 12 juin 2014;
- que ce plan d'action a été déposé aux parlementaires à l'occasion de la Commission des institutions le 11 septembre 2014;
- que ce rapport a fait l'objet d'une publication sur le site Internet du Bureau du coroner;
- qu'une troisième mise à jour a été transmise à la Protectrice du citoyen le 17 février 2016. Vous trouverez donc, annexée au présent document, une copie du plan d'action mis à jour.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 156 : Mesures mises en œuvre par la CQLC pour maximiser le nombre de personnes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits.

La Commission est une instance décisionnelle qui décide en toute indépendance et impartialité, de la mise en liberté sous condition des personnes incarcérées dans un établissement de détention provincial. Conformément à la Loi sur le système correctionnel du Québec, elle rend des décisions en tenant compte de tout renseignement nécessaire et disponible au sujet des personnes contrevenantes.

L'article 19 de la Loi détermine les renseignements sur lesquels doit s'appuyer la Commission et qui doivent lui être communiqués par les Services correctionnels. Ces renseignements comprennent nécessairement ceux prévus aux paragraphes 6 et 10 de l'article 19, à savoir : « *l'évaluation et le plan d'intervention correctionnel de la personne contrevenante* » ainsi que « *le projet de réinsertion sociale et la confirmation de l'admission dans une ressource communautaire ou dans un programme, le cas échéant* ». En d'autres mots, ce n'est pas la Commission qui élabore le plan de sortie de la personne contrevenante ou qui en choisit la teneur. La Commission prend entre autres, connaissance du plan de réinsertion sociale qui comprend souvent un séjour en ressource, et décide en fonction de critères établis par la loi, si la personne contrevenante peut ou pas, bénéficier d'une mesure de mise en liberté sous condition qui ne compromette pas la protection de la société et qui favorise une réinsertion sociale graduelle et sécuritaire.

Conséquemment, la Commission ne peut pas, à titre d'instance décisionnelle impartiale, mettre quelque mesure en œuvre afin de maximiser le nombre de personnes pouvant fréquenter une ressource donnée et plus particulièrement, le centre Kapatakan Gilles Jourdain. La Commission prend connaissance d'un plan de sortie déjà établi par la personne contrevenante avec l'aide d'un professionnel des Services correctionnels. Si ledit plan de sortie prévoit un séjour dans une telle ressource, la Commission doit alors décider de façon impartiale et en fonction des critères établis à l'article 155 de la Loi, si elle doit lui accorder ou lui refuser une mise en liberté sous condition dont les modalités d'application seraient conformes au plan de sortie présenté.

Pour rendre des décisions éclairées, les membres de la Commission doivent maintenir leurs connaissances à jour. En février 2014, à la suite de l'accréditation du Centre Kapatakan Gilles Jourdain, ses représentants ont été invités à faire une présentation, accompagnés de représentants des Services correctionnels, à l'occasion d'une réunion des membres de la Commission afin de les informer des programmes offerts et de la structure de fonctionnement. À cette démarche, s'ajoute depuis septembre 2015, la participation d'une agente de liaison de la Commission au comité de suivi du Centre Kapatakan Gilles Jourdain. L'agente de liaison s'assure de maintenir à jour les informations de la ressource dans le bottin disponible aux membres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 168 : Depuis 2006, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilé par sport.

COURSES	2015-2016	2014-2015	2013-2014	2012-2013	2011-2012	2010-2011	2009-2010
Nombre de contrôles anti-dopage	1 439	1 419	1 561	940	683	353	1 249
Nombre positifs	6	7	12	3	2	2	2

Le résultat pour 2008-2009 est présenté dans l'Étude des crédits 2015-2016. Conformément à l'application du Calendrier de conservation des documents de la Régie, les données ne sont pas disponibles pour les autres années antérieures.

Sanctions liées : En moyenne, 31 jours de suspension ont été imposés pour chaque test positif.

Les heures et les lieux des contrôles ne sont pas disponibles.

SPORTS DE COMBAT	2015-2016	2014-2015	2013-2014	2012-2013	2011-2012	2010-2011	2009-2010
Nombre de contrôles anti-dopage	60	78	46	6	12	24	34
Nombre positifs	0	0	0	0	0	1 ¹	0
Heures et lieux	Centre Bell, Colisée Pepsi, Complexe Gilles Tremblay, Centre Vidéotron, Casino de Montréal, Casino du Lac-Leamy	Centre Bell, Colisée Pepsi, Pavillon Jeunesse Québec	Centre Bell, Colisée Pepsi, Pavillon Jeunesse Québec	Centre Bell	Centre Bell et Colisée Pepsi	Centre Bell et Colisée Pepsi	Casino de Montréal, Centre Bell et Colisée Pepsi

Le résultat pour 2008-2009 est présenté dans l'Étude des crédits 2015-2016. Conformément à l'application du Calendrier de conservation des documents de la Régie, les données ne sont pas disponibles pour les autres années antérieures.

¹ Généralement, les boxeurs testés positifs sont retirés des programmes de boxe subséquents par le promoteur, donc la Régie n'a pas à sanctionner.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 169 : Les revenus découlant du nouveau Règlement sur les systèmes de loteries et aux Règles sur les systèmes de loteries entreront en vigueur pour autoriser la mise sur pied et l'exploitation des tirages moitié-moitié sous l'égide d'une licence délivrée par la Régie des alcools, des courses et des jeux.

Les revenus enregistrés depuis l'entrée en vigueur de la Réglementation le 1 ^{er} janvier 2015 ⁽¹⁾	23 165 \$
Les revenus enregistrés entre le 1 ^{er} avril 2015 et le 29 février 2016 sont de : 137 303,62 \$ (droits) + 22 153,72 \$ (frais d'administration) ⁽²⁾	159 457,34 \$

(1) Le nombre de licences délivrées entre le 1^{er} janvier et le 28 février 2015 est de 101.

(2) Le nombre de licences délivrées entre le 1^{er} avril 2015 et le 29 février 2016 est de 749.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 170 : Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2014-2015 et 2015-2016, par région.

Les permis d'agent de sécurité sont délivrés par le Bureau de la sécurité privée depuis le 22 juillet 2010.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 174 : Pour chaque corps de police non autochtone du Québec, pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, indiquer les coûts et le nombre d'interventions conduites en territoire autochtone. Séparer ces données entre les interventions ayant eu lieu sur des territoires couverts par des corps de police autochtone de celles ayant eu lieu hors de ces territoires.

Le ministère ne dispose pas de cette information pour les corps de police municipaux.

En ce qui a trait aux interventions de la Sûreté du Québec, veuillez vous référer au cahier de la Sûreté du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 175 : Fournir la planification des sommes assignées à la transition vers la SQ des tâches et responsabilités du corps de police de Mashteuiatsh pour 2016-2017 dans le contexte de l'abolition du service de police de la réserve prévue pour le 31 mars 2016.

L'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Mashteuiatsh pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016 (Entente 2015-2016) a été signée en février 2016. En avril 2016, un avenant à l'Entente 2015-2016 a été signé permettant ainsi que le corps de police de Mashteuiatsh soit maintenu et financé jusqu'en 2018. Puisque le corps de police n'a pas été aboli, il n'y aura aucun frais associé à la transition du corps de police autochtone vers la SQ pour l'année 2016-2017.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 176 : Concernant le rapport du Protecteur du citoyen sur les conditions de détention du Nunavik publié le 18 février 2016, fournir les budgets et les ETC prévus en 2016-2017 pour mettre en oeuvre les recommandations. Fournir également tout plan d'action et échéancier prévu par le ministère ou le gouvernement.

En ce qui concerne la DGAP et la DGSC, les actions posées afin de mettre en œuvre les recommandations de la Protectrice du citoyen touchent la réorganisation du travail, les liens fonctionnels avec l'Administration régionale Kativik et l'élaboration d'outils de suivi. Elles sont réalisées à même les effectifs et budgets disponibles.

Par ailleurs, afin de réduire le taux d'occupation des cellules du poste de police de Puvirnituq, des avions supplémentaires sont nolisés pour le transport des personnes incarcérées lors des semaines de cour itinérante. Pour 2015-2016, 54 avions ont été nolisés, au coût de 715 319 \$. Des coûts similaires sont à prévoir pour l'année 2016-2017.

Des travaux sont en cours pour répondre aux recommandations de la Protectrice du citoyen. À ce jour, plusieurs actions ont été réalisées au niveau opérationnel et d'autres actions sont à venir avec nos partenaires de l'ARK, du MJQ et du MSSS. Le plan d'action n'est pas public et celui devrait être transmis à la Protectrice du citoyen le 31 mai prochain.